



TERRE
2
CULTURES

5 ANS

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

SOMMAIRE

3 / NOTRE PROJET ASSOCIATIF

NOS VALEURS, NOTRE APPROCHE
RÉALISATIONS ET OBJECTIFS 2023-2024

10 / NOS TEMPS FORTS

14 / LES ENJEUX DE NOTRE ACTION

LE DISPOSITIF D'ENTRÉE EN ACCOMPAGNEMENT
L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL EN 5 DIMENSIONS
TYPOLOGIE DES PUBLICS ACCOMPAGNÉS EN 2023

26 / PORTRAITS DE 2 PERSONNES ACCOMPAGNÉES

28 / LES PARTENAIRES

34 / NOS RESSOURCES HUMAINES

38 / LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

42 / NOTRE RAPPORT FINANCIER

44 / PERSPECTIVES 2024 & NOUVELLES ACTIONS ENVISAGÉES

NOTRE PROJET ASSOCIATIF

Terre 2 Cultures (T2C) accompagne des personnes primo-arrivantes, notamment réfugiées, afin de faciliter leur intégration en France par le biais d'un emploi dans l'agriculture. Pour cela, T2C propose de mettre en lien des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires avec des personnes réfugiées ayant exprimé une réelle motivation pour travailler dans ce domaine.

Les partenaires de notre projet proposent un contrat de travail saisonnier ou de longue durée ainsi qu'un hébergement.

L'association s'engage à proposer aux personnes un accompagnement global comportant plusieurs volets.

T2C met en place des actions qui permettent de lever les freins à l'inclusion de ces personnes dans la société française. Pour ce faire, T2C **développe 5 domaines d'actions permettant une intégration réussie dans les territoires concernés :**

- L'accompagnement à l'emploi et à l'hébergement
- L'accompagnement socio-éducatif dans l'accès aux droits et aux soins
- L'accompagnement interculturel
- L'accompagnement à l'accès au logement
- Le renforcement de l'autonomie dans la vie quotidienne

T2C apporte des solutions pertinentes pour l'inclusion des personnes primo-arrivantes dans la société française tout en répondant aux besoins du monde agricole en peine de main-d'œuvre, dans un contexte de désertification des zones rurales.

Ces personnes les plus éloignées du marché du travail, les plus exclues et les plus précaires, bénéficient de la combinaison innovante d'un accompagnement social et d'un accompagnement professionnel.

Nous avons ainsi une **double identité d'acteur économique et d'acteur social contribuant au développement des territoires ruraux.**

NOS VALEURS

- HUMANISME -

Tout l'enjeu du projet est l'inclusion et l'intégration réussie des personnes sur le territoire français, l'objectif de Terre 2 Cultures est de pouvoir apporter aux personnes accompagnées les clés afin qu'elles parviennent, par elles-mêmes, à leur épanouissement personnel.

- LIBERTÉ ET INDÉPENDANCE -

L'association tient à cœur de toujours favoriser la liberté et l'indépendance des bénéficiaires. Pour cela, nous mettons tout en œuvre afin de valoriser leur pouvoir d'agir, leur estime de soi et leur autonomie.

- DIGNITÉ -

Fournir un accompagnement de qualité garantissant la dignité et la sécurité des personnes accompagnées est la condition sine qua none de notre travail. Les engagements de respect et de compréhension mutuelle guident chacune de nos actions afin d'accompagner dignement les bénéficiaires dans leur nouvel environnement mais aussi l'ensemble de nos partenaires dans cette expérience solidaire.

- PARTAGE -

Le fait d'être en contact au quotidien avec des personnes d'une culture différente, amène forcément des moments d'échanges riches aussi bien pour les employeurs, que pour l'équipe de T2C et les partenaires. Des moments de partage et de transmission viennent souvent marquer les temps informels.



NOTRE APPROCHE

Pour parvenir à travailler sur tous ces différents points, nous tenons particulièrement à penser notre accompagnement avec la notion d'empowerment : permettre pleinement à la personne d'agir, de faire des choix plus éclairés et de l'accompagner avec bienveillance quel qu'il soit.

Nous avons la conviction que plus la personne est actrice de sa vie, plus la personne gagne en autonomie et arrive à se projeter dans l'avenir. Le contexte de notre accompagnement est d'enclencher les différentes étapes qui leur permettront d'être plus autonome et pour certains de reprendre le pouvoir de leur vie.

Notre approche est aussi systémique.

C'est pour cette raison que nous proposons un accompagnement global afin de pouvoir lever tous les leviers en même temps et de garantir la solidité de leur nouvelle situation.

NOS OBJECTIFS 2023

• NOMBRE DE PERSONNES AYANT EU UN CONTRAT DE TRAVAIL

150

• NOMBRE DE PERSONNES AYANT UN LOGEMENT PÉRENNE ET AUTONOME

60

• SOUTIEN FINANCIER

550 000 €

• LES RESSOURCES HUMAINES

10 ETP

• STRUCTURATION DE L'ASSOCIATION

- Mise en place d'ateliers culinaires afin de sensibiliser sur la problématique d'équilibre alimentaire, de sorties culturelles, séjours découvertes et apprentissages des écogestes

Mise en place d'outils facilitant l'autonomie administrative des réfugiés

- Création d'un outil permettant la sensibilisation liée à la santé
- Mise en place de "sessions intensives" pour préparer le code et le BSR (l'ASR)
- Embauche d'un poste de chargé de communication et de projet national
- Embauche d'une nouvelle assistante administrative Landaise
- Embauche d'un/une concierge chargé(e) de gestion locative
- Accueil de deux stagiaires dans la recherche action pour fabriquer une boîte à outils à destination des employeurs

• PARTENARIAT ET RÉSEAUX

- Développer partenariat pour les domiciliations et certaines administrations d'Iles de France
- Partenariat avec l'ANEFA et Pôle emploi pour proposer des cours de français
- Ancrage de notre association dans le territoire des landes
- Recherche de nouveaux financements
- Création d'un annuaire de formations et d'emplois autres que la filière agricole
- Actions et ateliers de sensibilisation liés aux problématiques rencontrées par les réfugiés auprès des organismes et institutions publiques

NOS RÉALISATIONS 2023

• NOMBRE DE PERSONNES AYANT EU UN CONTRAT DE TRAVAIL

130

• NOMBRE DE PERSONNES AYANT UN LOGEMENT PÉRENNE ET AUTONOME

79 et deux familles avec enfants

• SOUTIEN FINANCIER

407 000 €

• LES RESSOURCES HUMAINES

5 ETP

• STRUCTURATION DE L'ASSOCIATION

- Premières rencontres et échanges avec le dispositif AGIR et ses acteurs
- Étude auprès des personnes réfugiées pour analyser l'attractivité du milieu agricole sur le territoire des Landes
- Étude auprès des exploitants agricoles pour analyser l'attractivité de l'embauche de personnes réfugiées (en partenariat avec l'ANEFA)
- Accompagnement par le DLA sur la restructuration de l'association
- Accompagnement sur le modèle socio-économique de notre association par la fondation GRDF
- Diverses fiches de poste postées pour accueillir du mécénat de compétences sur la plateforme Vendredi
- Maintien du bureau de l'équipe à Montauban
- Utilisation d'un nouveau logiciel "ma compta" afin de faciliter la comptabilité de l'association

• PARTENARIAT ET RÉSEAUX

- Embauche d'une coordinatrice de projet sur le territoire des Landes avec une forte mobilisation pour le développement du projet de l'association
- Participation à des événements (nouvel an afghan, fête de l'humanité) avec d'autres associations
- Participation à des événements avec des associations du milieu socio-agricole (Abiosol, GRDR, CIVAM, Vergers du Monde, etc.)

NOS OBJECTIFS 2024

• NOMBRE DE PERSONNES AYANT EU UN CONTRAT DE TRAVAIL

140

• NOMBRE DE PERSONNES AYANT UN LOGEMENT PÉRENNE ET AUTONOME

70

• SOUTIEN FINANCIER

500 000 €

• LES RESSOURCES HUMAINES

7 ETP

• STRUCTURATION DE L'ASSOCIATION

- Continuer l'accompagnement du modèle socio-économique de l'association par la fondation GRDF
- Commencer l'accompagnement global sur la structuration de l'association avec le DLA et OPCO Santé
- Embaucher une nouvelle travailleuse sociale dans les Landes
- Embaucher un mécénat de compétences

• PARTENARIAT ET RÉSEAUX

- Développement et ancrage de partenariat dans les Landes
- Actions et ateliers de sensibilisation et de consultation liés aux problématiques rencontrées par les réfugiés auprès des organismes et institutions publiques.
- Partenariat avec de nouveaux financeurs privés et publics
- Partenariat avec les opérateurs et acteurs locaux contribuant au développement du programme AGIR dans les Landes
- Faire un documentaire pour témoigner du rejet dans la vie quotidienne des personnes réfugiées
- Organisation de la fête d'anniversaire de nos 5 ans avec l'ensemble de nos partenaires et des personnes accompagnées en janvier
- Organisation de porte ouvertes au printemps avec des tables rondes à Parentis-en-Born
- trouver un bureau pour des permanences à Parentis-en-Born



NOS TEMPS FORTS

JANVIER

Création et mise en ligne d'une vidéo avec les messages de soutiens des réfugiés pour les femmes afghanes

29 JANVIER - Témoignage de T2C et Richard, réfugié congolais à un séminaire sur l'intégration des réfugiés en zone rurale organisé par la DIAIR, participation au Guide de la Ruralité

MARS

25/26 MARS - Co Organisateurs du Nouvel An Perse avec table ronde et découverte de la culture et situation Afghane

AVRIL

5 AVRIL - Pauline Vialaret, finaliste du Trophée des femmes de l'ESS, par la secrétaire d'État

MAI

6/7 MAI - Balade et découverte de l'Espagne avec le groupe de Palau Del Vidre

17 MAI - Partenariat avec l'entreprise Cabane et Cie, qui produisent des champignons et embauchent d'une vingtaine de réfugiées



JUIN

18 JUIN - Participation au festival "Reillefugiés festival"

20 JUIN - Sortie plage biscoisse avec groupe de Parentis-en-Born

JUILLET

18 JUILLET - 9000 arbres d'un de nos arboriculteurs ont été déracinés par des écologistes

SEPTEMBRE

16/17 SEPT - 1er participation à la Fête de l'Humanité avec un stand sur l'Afghanistan et participation de Fatema, notre collègue, à la table ronde sur le sport en Afghanistan

AOÛT

6 AOÛT - Sortie à la mer pour le groupe de Saint-Gilles





OCTOBRE

5 OCT - Participation au séminaire "Santé mentale et migration" organisé par la Fédération des acteurs de la solidarité Occitanie

9 OCT - Signature d'un bail logement HLM pour Mustafa

16 OCT - Participation à la journée de lancement de la semaine de l'intégration avec la mise en place d'un stand de notre association organisé par la DGEF, DIAIR, DIAN, DIHAL

27 OCT - Participation à la journée "Rencontres de l'hospitalité paysanne" organisé par l'association Abiosol et en partenariat avec de nombreuses associations

NOVEMBRE

21 NOV - Prise de poste de la nouvelle travailleuse sociale dans les Landes

DÉCEMBRE

9 DÉC - à l'hôtel de ville de Lyon, participation et discours de Fatema lors de la Journée internationale des droits de l'homme, sur la réalité des droits de l'homme en Afghanistan

21 DÉC - Accueil dans le cadre de la réunification familiale de Richard (ouvrier laitier dans l'Allier) avec sa femme et ses 2 enfants



LES ENJEUX DE NOTRE ACTION

SORTIR DE LA PRÉCARITÉ ET ISOLEMENT PAR L'ACCÈS À L'EMPLOI

La plupart des personnes que nous accompagnons sont dans des situations très précaires :
financièrement, professionnellement, souvent sans domicile, en plus du fait qu'ils soient non francophones et analphabètes.

L'entrée en accompagnement ne requiert aucune expérience, qualification ou aucun niveau de français de manière à n'exclure personne.

L'objectif global est de permettre à des personnes les plus éloignées de l'emploi d'acquérir un premier niveau de compétences et d'expériences professionnelles et d'apprendre les codes dans le cadre du travail en France. **Lutter contre l'isolement et la précarité sont nos priorités.**

Le démarrage de l'accompagnement par l'entrée dans l'emploi agricole et l'accès à un hébergement permet de répondre à ces priorités et de commencer l'accompagnement global.

FAVORISER L'AUTONOMIE PAR L'ACCÈS AUX DROITS COMMUNS

la majorité des personnes accompagnées ont une méconnaissance du système administratif français et sont par conséquent souvent encore dépendantes de travailleurs sociaux pour effectuer leurs démarches.

En outre, la méconnaissance de certains droits et la fracture numérique tendent à aggraver leur situation de précarité. L'objectif est de leur permettre de mieux appréhender le système administratif français et par conséquent de favoriser l'autonomie.



L'OUVERTURE INTERCULTURELLE : VECTEUR D'INCLUSION SOCIAL

L'association tient à valoriser toutes les cultures :
la culture paysanne, rurale, la culture française et les cultures étrangères.

La question interculturelle est ainsi omniprésente au quotidien :
la méconnaissance des codes culturels et l'incompréhension du système français peuvent parfois aboutir au repli sur soi, à un sentiment d'impuissance voire au conflit.

Cette situation amène souvent les personnes à se réfugier au sein de leur communauté culturelle, ethnique ou religieuse et à avoir très peu d'interaction avec les personnes extérieures à ces cercles.

T2C s'est formé à l'interculturalité avec l'aide du médiateur de l'association de manière à prévenir ces situations. L'association propose en parallèle des formations aux personnes bénéficiaires sur la culture française afin de discuter des différences culturelles et faciliter la compréhension et l'ouverture.

Notre équipe opère également un travail de médiation avec l'ensemble des partenaires afin de garantir la compréhension mutuelle.

L'équipe est mixte 3 français et 2 réfugiés afghans, cela permet d'avoir une lecture de notre accompagnement et des situations la plus objective possible.

LE DISPOSITIF D'ENTRÉE EN ACCOMPAGNEMENT

PERMANENCE D'ACCUEIL, INFORMATION ET ORIENTATION

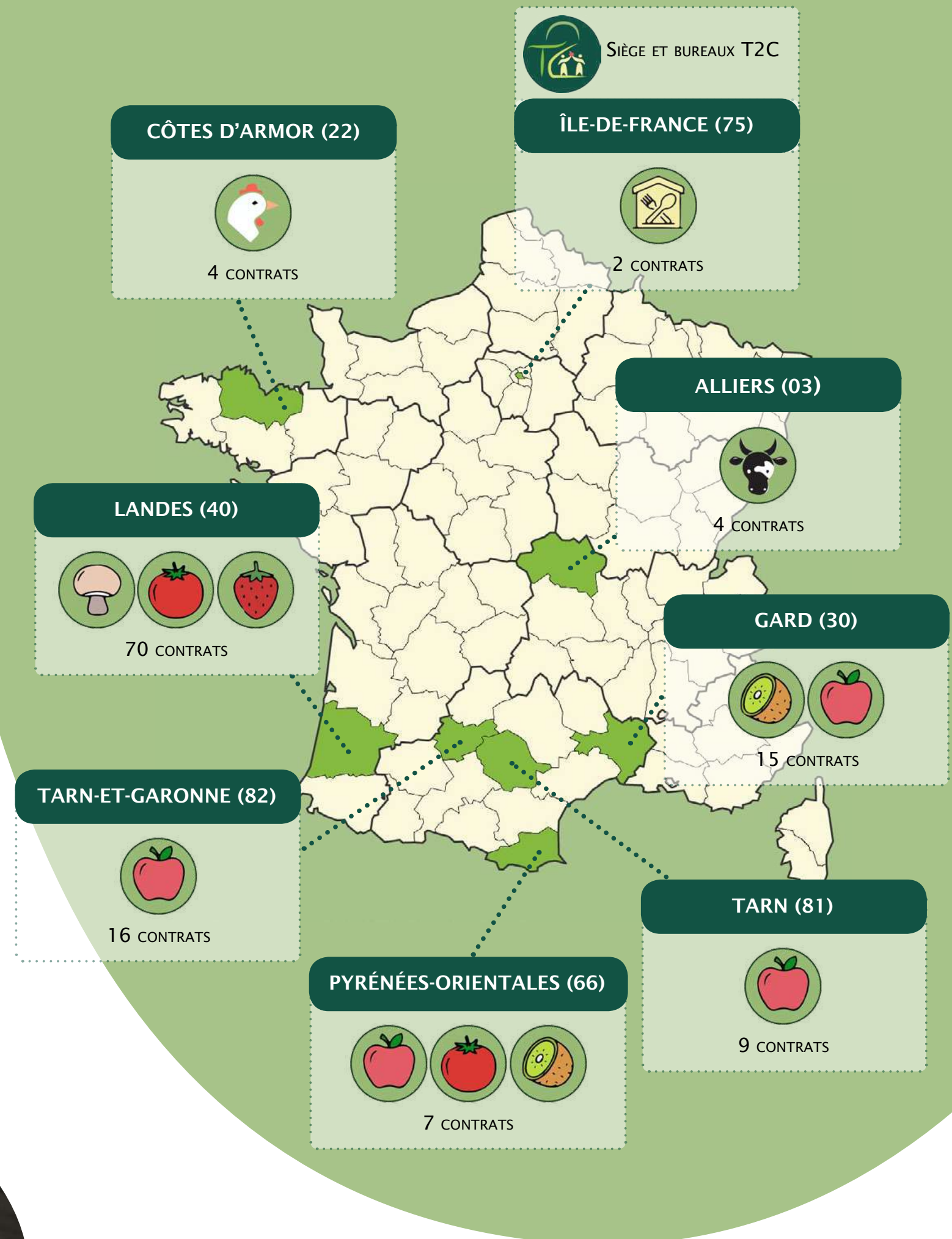
Le médiateur interculturel tient des permanences à la Mairie du XIV^e arrondissement de Paris tous les mardis et samedis matin. L'objectif est d'informer, de conseiller et d'orienter sur Paris les publics primo-arrivants. C'est en partie par le biais de ces permanences que les personnes primo-arrivantes entrent en accompagnement global avec l'association.

ORIENTATION DES PUBLICS PAR DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES PRIMO-ARRIVANTES

Organismes publics et structures associatives orientent vers T2C des personnes en situation de grande précarité pour lesquelles aucune solution n'a été trouvée. L'association développe également des partenariats de manière à ce que ces personnes soient orientées vers les structures les plus appropriées à leurs besoins (dispositif d'hébergement, formations, etc.) aucune solution n'a été trouvée. La plupart des personnes réfugiées viennent principalement par le bouche à oreille entre réfugiés, ou par les réseaux sociaux

FORMATION COLLECTIVES

Cette formation marque le début de l'accompagnement par T2C. Elle a pour but d'orienter les personnes vers les partenaires agriculteurs les plus adaptés mais aussi de les préparer à l'entrée dans l'emploi dans le milieu agricole et rural (explication du contexte, formation à la compréhension d'un contrat et à la lecture d'une fiche de paie, information sur la localité et les modalités d'hébergement, etc.)





L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL EN 5 DIMENSIONS

L'accompagnement global proposé par T2C a pour but de rendre les personnes autonomes et actrices de leur installation en France par une immersion totale dans la société française. Cet accompagnement répond aux besoins essentiels des personnes réfugiées par plusieurs leviers :

- En premier lieu, la prise en charge par T2C débute par l'accès à l'emploi et à l'hébergement, en étant un appui à l'insertion dans cette nouvelle situation professionnelle en milieu rural (appui dans les relations avec l'employeur, à l'insertion dans la localité pour les besoins du quotidien etc.).
- Accompagnement socio-éducatif via l'ouverture et maintien des droits et l'aide dans les démarches administratives.
- Accompagnement interculturel
- Accompagnement à l'accès au logement individuel ou collectif
- Renforcement de l'autonomie dans la vie quotidienne, en permettant la rencontre avec les habitants et bénévoles des différentes localités et en proposant des sorties et activités culturelles diverses.

L'accompagnement se réalise à travers des entretiens individuels d'élaboration et de suivi de projets professionnels et personnels ainsi que par la mise en place d'ateliers de formations collectives.

L'entrée en accompagnement et le suivi régulier - individuel et collectif - offrent un cadre à la fois rassurant et complet favorisant l'estime de soi et le pouvoir d'agir de chacun.

L'ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL

Le point de départ de notre accompagnement tourné vers l'emploi et l'autonomie, commence lors des entretiens ou nous mettons les personnes en condition réelle de recrutement. Nous avons rencontré cette année plus de 300 personnes.

Les personnes réfugiées qui manifestent leur intérêt et leur motivation pour le projet bénéficient d'une formation collective réalisée par T2C ayant pour objectifs de :

- connaître les codes et savoir être au travail
- explication de divers documents : fiche de paie, contrat de travail etc...
- information sur les conditions de travail et d'hébergement saisonnier
- comment fonctionne le système de solidarité : CMU, Chômage, RSA
- information sur leur futur lieu de travail

Tout au long de l'accompagnement, ces objectifs seront complétés.

En effet, malgré l'aide du médiateur interculturel pair-aidant et de la relation de confiance qui s'installe, une méfiance due à l'incompréhension du système peut perdurer.

Le médiateur interculturel peut également au besoin de l'employeur ou de l'employé être sollicité pour faire de la médiation, de la traduction de documents et de l'interprétariat par téléphone.

LEUR PROJET PROFESSIONNEL

Constatant que l'accès à des formations ou d'autres emplois restent difficiles, nous avons embauché depuis le mois de juillet une chargée d'insertion professionnelle.

L'objectif est de créer un annuaire et un réseau plus importants de formations et/ou d'emplois plus importants et plus adaptés aux demandes de personnes.

La CIP a réalisé en parallèle des entretiens individuels pour faire des diagnostics sur les projets professionnels des personnes.

La CIP s'est rendue compte que rentrer en formation professionnelle et/ou les cours de français (comme ceux de l'OFII) intéressaient peu ou pas notre public. Elle n'a donc pu faire aucune orientation vers des formations.

Les premiers constats pour ce refus de faire formation sont principalement dus à :

- un rapport au travail différent de celui de la France (pas forcément de notion de carrière, pas d'intérêt d'avoir un diplôme, et une habitude à faire depuis toujours des emplois alimentaires).
- une urgence économique et sanitaire (aussi bien pour les personnes réfugiées en France, et aussi bien pour leurs familles restées au pays en guerre)
- à l'inaccessibilité d'accéder à des formations pour un public qui est en difficulté pour accéder au niveau A1 en français
- peu ou pas d'accès direct à l'emploi après une formation

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO-ÉDUCATIF

Le début de l'accompagnement socio-éducatif commence lorsque la personne a signé un contrat d'accompagnement avec T2C et a signé son contrat de travail avec l'employeur. Démarre alors le suivi de leur projet personnalisé. L'accompagnement s'effectue à la fois à distance et à travers des entretiens collectifs et individuels en présentiel.

Afin de créer un climat de sécurité et de confiance, l'équipe effectue un roulement pour être joignable continuellement avec un système d'astreinte. Ainsi les personnes peuvent être assurées qu'en cas d'angoisses, de difficultés de compréhension ou de rendez-vous extérieur, ils pourront solliciter un professionnel de l'association au besoin.

Il est important de noter que 42% des personnes accompagnées n'avaient aucun accompagnement social et étaient parfois aidées par la communauté. Cela explique la méconnaissance et l'incompréhension du système administratif français, et l'absence de certaines démarches administratives.

L'accompagnement proposé par les professionnels de T2C a permis de travailler pour la quasi-totalité des problématiques liées à l'accès aux droits communs, la précarité financière et l'ouverture et l'accès à la culture, au sport et aux loisirs.

L'ACCOMPAGNEMENT INTERCULTUREL

Travailler avec des médiateurs interculturels - polyglottes et "pair-aidants" permet d'être en grande proximité avec les bénéficiaires. Ils sont comme les traits d'union entre le pays et la culture de la personne et la France. Ce lien permet aux personnes d'exprimer plus aisément leurs difficultés, leurs fragilités, leurs questionnements. Nous sommes persuadés qu'avec un autre fonctionnement nous n'aurions pas pu déceler certaines problématiques.

Nous pouvons par conséquent, travailler beaucoup plus en profondeur dans une relation de confiance progressive sur les thématiques comme la santé (maladie, rapport au corps, angoisses). Une des problématiques quotidienne est la difficulté pour eux de se réaliser pleinement en France puisque leurs esprits restent orientés vers l'amélioration de la situation de leurs familles éloignées.

Nous travaillons sur leur projet de vie et essayons de faire émerger leurs souhaits qui souvent sont refoulés et/ou mis au second plan. Ce travail de projection s'effectue sur le long terme et est fonction du degré de leurs traumatismes et de leur capacité individuelle de résilience.

De plus, la plupart des personnes accompagnées n'étant jamais allées à l'école, des ateliers élémentaires sont nécessaires (santé et connaissance du corps, se repérer dans le temps et dans l'espace, etc). Leurs connaissances sont souvent basées sur une éducation religieuse et le poids de la tradition est lourd. Nous réalisons par conséquent un important travail d'éducation avec ces ateliers collectifs adaptés afin de pallier le manque d'instruction et les effets du stress post-traumatique (désorganisation de la pensée, difficulté à se projeter, à planifier).

L'ACCOMPAGNEMENT À L'ACCÈS AU LOGEMENT

Les hébergements saisonniers sont mis à disposition par les employeurs mais nous avons également accompagné certains vers l'accès à des logements privés ou sociaux : cette année 76 personnes ont pu signer leur propre bail. Nous travaillons sur l'autonomisation dans la gestion d'un logement.

L'équipe est ravie de pouvoir fêter ces nouvelles étapes en étant convié pour partager le thé ou un repas. Le sentiment valorisant de "recevoir chez soi", ce qui pour beaucoup, n'était pas possible jusqu'à présent (foyer, à la rue ou chez des amis) est une étape de plus vers l'autonomie et vers une inclusion épanouie dans la société française.

L'association T2C loue maintenant depuis 3 ans, une maison à Laval où nous faisons de la médiation interlocative. En juillet 2022, au vu des difficultés d'accéder à un logement pour les personnes à Laval, nous avons loué un immeuble avec 6 studios pour faire de médiation interlocative.

Malgré l'appui d'une assistante administrative, la gestion locative et financière ont été très compliquées. En effet, entre le turn over des résidents, la pression du maire d'extrême droite, l'augmentation du prix des énergies, nous avons eu une lourde perte financière et une importante charge de travail supplémentaire. Nous avons donc choisi de mettre un terme bail en mai 2023. 2 réfugiés ont pu reprendre le bail à leur nom pour un logement chacun.

En revanche, nous faisons de la médiation locative à Parentis en Born pour 3 logements.

LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE ET L'ANCRAGE SUR LE TERRITOIRE

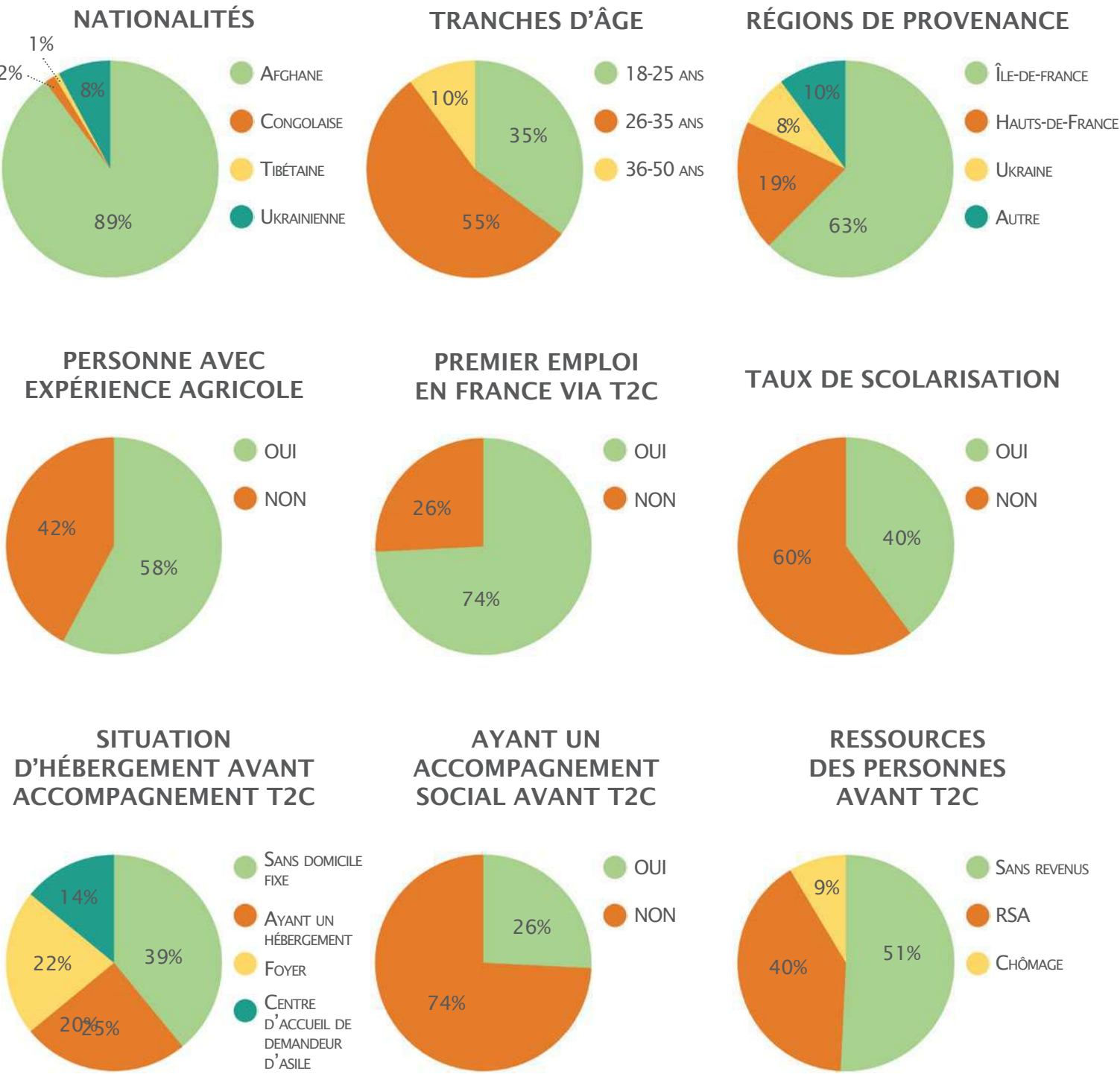
En plus d'un accompagnement individuel, nous proposons tout au long du suivi, différentes formations et ateliers collectifs sur place. Cette année nous en avons proposé sur le thème du système de santé, sur l'utilisation du numérique pour les démarches administratives, sur la gestion budget, sur la compréhension et la lecture d'une fiche de paie, sur la sensibilisation et l'accès à la santé.

Nous proposons aussi des sorties collectives culturelles et des loisirs. Pour chaque groupe, nous avons organisé une sortie culturelle pour visiter une ville ou un lieu, mais aussi une sortie loisirs (fête foraine, bowling, karting). Les loisirs et la connaissance du patrimoine français font aussi partie du processus d'intégration et les personnes sont en demande de ces temps d'animation qui leur permettent de mieux se projeter sur leur territoire d'installation.



TyPOLOGIE DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES PAR T2C EN 2023

En 2023, les personnes accompagnées par T2C représentaient : 92% d’hommes isolés, 8% de femmes, un enfant et 89% de personnes bénéficiaires de la protection internationale et 11% bénéficient de la protection provisoire (les ukrainiens)



RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE FAIT À L'ENTRÉE DU DISPOSITIF

Cette année, nous avons souhaité pouvoir affiner nos connaissances sur notre public et ses besoins. Fatema réalise à chaque entrée, un questionnaire d’une quarantaine de questions pour chaque personne, les 128 personnes ont donc été interrogées.

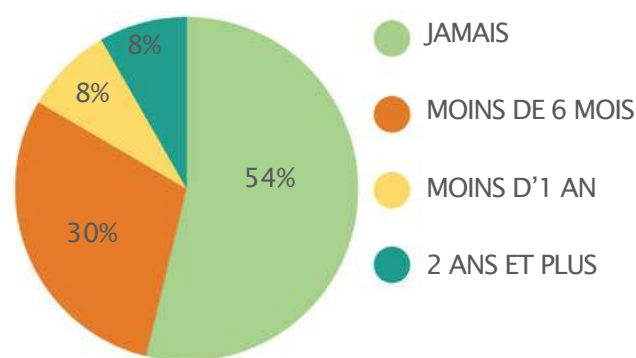
- Les questions se portent sur plusieurs thématiques :
- d’où viennent-ils et pourquoi nous avoir contacté
 - leur rapport au travail
 - leur rapport au logement
 - leurs envies et aspirations
 - leurs besoins

Il nous semblait important de partager certaines de ces données. A 89%, les personnes nous ont dit avoir connu T2C par un ami, contre, 5% par les réseaux sociaux et 5,7% par un professionnel du social ou de l’insertion. Cette donnée est importante car si nous souhaitons un jour nous développer davantage, nous avons des leviers à activer. 43% des personnes nous disent ne savoir ni lire ni écrire, et 29% disent savoir lire et écrire le français.

LE RAPPORT AU TRAVAIL

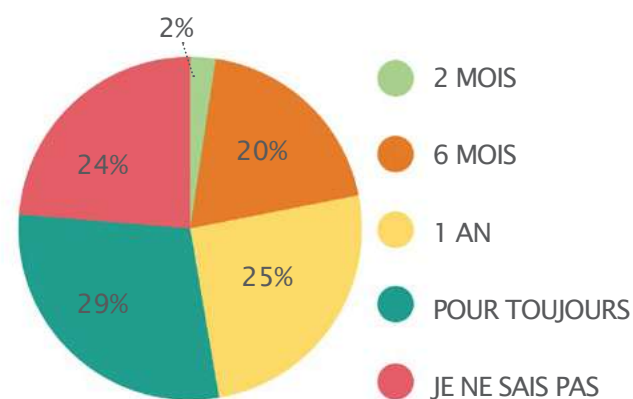
44% des personnes nous disent vouloir faire un jour une formation, contre 56% qui ne souhaitent pas faire de formation ou ne savent pas. Cette donnée est très intéressante, car la tendance lorsqu’on observe les accompagnements proposés pour l’insertion professionnelle se tourne très souvent vers de la formation pour le public BPI. On observe ici avec cette donnée, que ce n’est pas forcément, une volonté ou envie d’un peu plus de la moitié des personnes interrogées. Cela confirme aussi le frein qu’à pu rencontrer notre chargée d’insertion professionnelle qui observait le peu d’intérêt et l’attrait pour partir en formation.

COMBIEN DE TEMPS AVEZ-VOUS TRAVAILLÉ EN FRANCE ?



Sur la question de combien de temps avez-vous travaillé avant en France, 53% disent ne jamais avoir travaillé. Cela s'explique aussi en partie car ils viennent d'obtenir leur statut de réfugiés depuis peu. 40% disent ne pas trouver de travail. 77% de personnes disent vouloir travailler dans l'agriculture car "elles aiment le travail dans l'agriculture" et 43% disent préférer un travail extérieur dans l'agriculture. 88% préfèrent travailler dans l'agriculture, contre 12% qui préfèrent l'élevage. Ces chiffres sont importants car ils cassent une idée préconçue : Les réfugiés travaillent dans l'agriculture à défaut. C'est une vraie envie et volonté de leur part. Même si l'attractivité pour le travail dans l'agriculture perd en force, on se rend compte que dans certains pays d'origine des personnes, c'est le contraire.

VOUS VOULEZ TRAVAILLER DANS L'AGRICULTURE POUR :



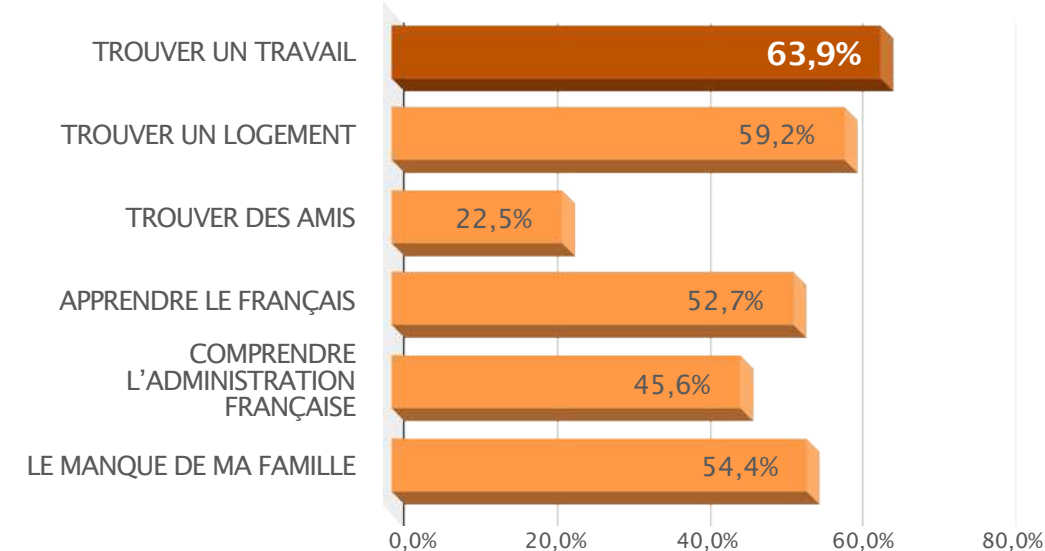
Souvent, nous disons que les différents types de contrats dans l'agriculture correspondent parfaitement aux aspirations des personnes que nous accompagnons. Et en effet, ce camembert le montre clairement. Certains veulent des contrats courts, des contrats longs, d'autres, ne savent pas encore ce qu'ils veulent faire. C'est la raison pour laquelle le travail de Laludin est essentiel : il fait correspondre le type de contrat (6 mois, CDI, etc) avec l'envie de la personne. Il va orienter quelqu'un qui est sûr de vouloir travailler dans l'agriculture et s'installer durablement avec un employeur qui propose un CDI, par exemple. Mais, la personne peut évoluer au fil de son premier emploi, et nous pouvons alors lui proposer un nouveau contrat de travail avec un employeur qui proposera quelque chose qui lui correspond mieux.

LE RAPPORT AU LOGEMENT

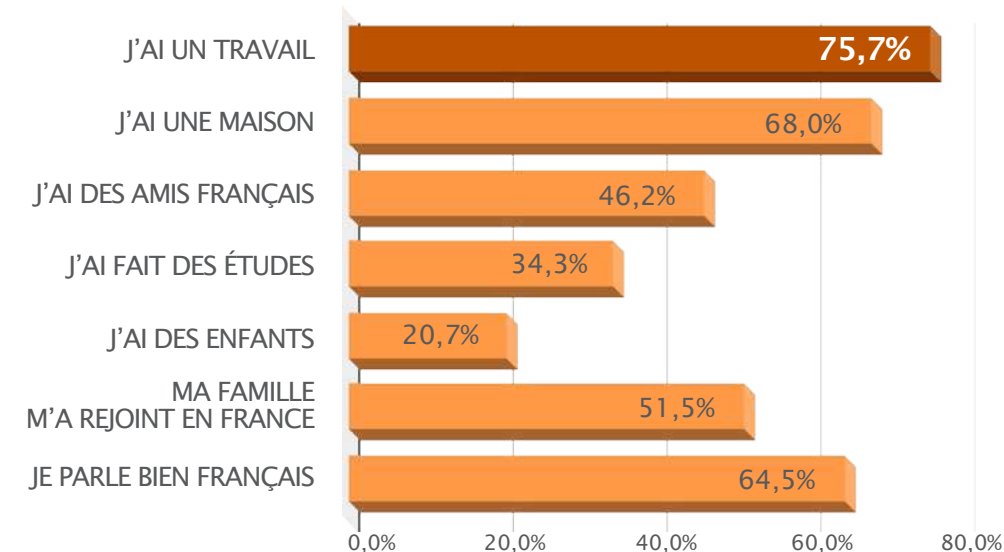
L'accompagnement dans le logement n'est pas toujours évident. Il nous semblait important d'en saisir les vrais enjeux pour ce public. Seul, 48% des personnes interrogées souhaitent vivre seul dans leur logement. Nous rappelons que nous avons un public majoritairement d'hommes isolés. 41% souhaitent vivre en colocation avec des gens de leur pays. Cette donnée est très importante car elle est basée sur une question interculturelle. En effet, ces personnes n'ont jamais vécu seul de toute leur vie. Les maisons sont souvent habitées par plusieurs générations et souvent des grandes familles. Plusieurs réfugiés qui ont obtenu un logement social seul, n'ont pas supporté le silence et la solitude.

Il est donc dommage, malgré nos prises de contacts, que les bailleurs sociaux refusent systématiquement la possibilité de faire de la colocation, car c'est réellement une envie, une habitude et leur référentiel de savoir habiter de la part d'une majorité de nos bénéficiaires. 28% ont exprimé l'envie d'habiter à la campagne, 40% dans une ville et 26% à Paris.

CE QUI EST LE PLUS DIFFICILE POUR MOI :



J'AURAIS ATTEINT MON BUT EN FRANCE SI :



PORTRAITS DE 2 PERSONNES ACCOMPAGNÉES

PORTRAIT DU COUPLE MME ET M. BARANNIK

Mme Barannik est arrivée en France suite à la guerre survenue en Ukraine. Elle est ingénieure en énergie renouvelable.

Elle a commencé à travailler presque immédiatement dans une entreprise de tomates sous serres, à Tom d'Aqui, avec plusieurs ukrainiens. Elle vivait en colocation dans les logements proposés par l'employeur. Elle continuait à distance à donner des cours à ses élèves restés en Ukraine.

Son mari l'a ensuite rejointe quelques mois après. M. Barannik est passionné d'agriculture, il travaillait pour un gros groupe en Ukraine. Rapidement, le couple a eu besoin de retrouver de l'intimité et une vie de couple. Ils ont alors eu la chance de trouver un logement dans le privé sur Parentis. Le logement est très soigné. On voit qu'ils s'y sentent bien et que c'était important pour eux de s'installer.

Lors de nos échanges avec Madame, sur son projet professionnel, il y a eu des changements. Au début, elle voulait arrêter le travail aux tomates, pour faire uniquement de la formation aux étudiants en Ukraine. Puis, finalement, elle dit "être contente et bien" dans le travail des tomates. Elle rigole en disant que "ça entretient sa ligne". Travailler aux tomates semble aussi satisfaire Monsieur. Cet été, en plus du travail sous serre pour récolter les tomates, le couple a travaillé le week-end dans le nettoyage de voitures de particuliers.

Lorsque je leur ai demandé si cela ne faisait pas "trop", elle m'a répondu de façon énervée: "En Ukraine, tu n'as pas de chômage, tu n'as pas de congés, tu dois toujours travailler. Je suis en colère quand j'entends des ukrainiens venir en France pour rester à la maison et dormir. Ce n'est pas notre culture".

Le travail certes, mais ça n'empêche pas au couple de profiter : ils ont visité de nombreuses villes et se sont fait de nombreux week end. Madame adore Arcachon. Elle trouve cet endroit très "français" et poétique. La particularité de Madame, c'est sa volonté et curiosité insatiable à comprendre le système français et à s'y mouvoir seule. Elle a trouvé des outils de traduction pour faire des démarches administratives, elle n'a pas peur de taper aux portes et de contacter les administrations lorsqu'elle ne comprend pas quelque chose. Je rigole souvent avec elle en lui disant "qu'elle est prête à être une travailleuse sociale française". Le couple est très autonome sur leur vie quotidienne et de plus en plus sur les démarches administratives. Ils ont appris le français à une vitesse incroyable. Nous sommes impressionnés face à ce couple qui nous apprend chaque jour la résilience et la force et le courage de s'adapter à un nouvel environnement.



PORTRAIT DE MUSTAFA

Mustafa a 26 ans. Il est solaire, toujours le sourire aux lèvres. Il est sociable et s'entend bien avec tout le monde.

Il y a bientôt 5 ans, l'association SINGA nous a contactés. Elle ne savait pas comment accompagner un réfugié analphabète. Elle n'avait pas de solution pour lui. Nous lui avons proposé un poste dans la récolte de tomates. Pendant 2 semaines, il nous a harcelés pour savoir quand le travail commençait. Nous apprendrons par la suite que Mr était SDF et à la rue à Paris depuis plusieurs mois et sans aucun revenu.

La 1ère année, il était plutôt timide et ne se mélangeait pas avec les autres. Il était plutôt très indépendant. Il nous a très vite investis comme une famille, un repère, un soutien et un ancrage. Il exprimait très souvent sa gratitude envers nous verbalement mais aussi avec des cadeaux.

Puis il s'est ouvert. Il est fier de dire qu'il connaît "tout Parentis". Il a trouvé une collègue qui l'amène chaque jour au travail, il a trouvé une amie qui l'amène en week-end. Il a un réseau incroyable sur la ville et au travail. Récemment, il a fait une blague à la nouvelle directrice de sa banque. Il lui a parlé uniquement en espagnol, pour finir par lui demander "je parle bien l'espagnol"? La directrice est tombée des nues en apprenant qu'il était afghan et qu'il a appris l'espagnol par contact avec ses collègues au travail. Mustafa s'est toujours senti inférieur parce qu'il ne sait pas lire et écrire. Or Mustafa a démontré une capacité incroyable de compréhension, d'adaptation et de progression au fil des années de manière très importante. Depuis un an, il fait ses démarches administratives seul. Nous considérons que nous ne sommes plus avec lui dans un accompagnement, mais plutôt dans une vieillesse, en fonction de certaines démarches administratives ou événements dans la vie quotidienne.

Mustafa a créé un lien très fraternel avec un autre afghan qui est aussi dans l'association. Cet ami a eu un logement social, Mustafa a vécu avec lui un temps, jusqu'à ce qu'en octobre, une proposition logement sociale lui a été faite.

Il était vraiment très heureux et à la fois triste de ne plus vivre avec son ami.

Nous lui avons demandé de "vivre une nouvelle expérience : d'être seul dans son logement. Mustafa a accepté. Puis au bout de 5 jours, il m'a rappelé en panique et à bout: "c'est insupportable de vivre seul, je ne peux plus". Mustafa nous explique qu'il n'a jamais vécu seul et que pour lui "c'est triste". Il a donc rapidement trouvé des amis pour vivre avec lui. Nous regrettons donc que les bailleurs sociaux refusent systématiquement la colocation qui correspond à une vraie réalité et à une demande de la part de nos publics.

Pour se loger, Mustafa a fait marcher tout son réseau, et il était totalement installé 2 jours après avoir reçu les clés.

L'employeur, souhaitant valoriser et communiquer dans leur réseau sur l'accueil des réfugiés dans leur entreprise, a choisi Mustafa pour illustrer et témoigner. Il en a été très flatté. Mustafa s'inquiète encore beaucoup pour sa maman restée au pays et sa fiancée qui ne peut plus travailler. Il semble qu'il s'est totalement ancré dans son environnement et adore nous inviter à manger le palao chez lui.

LES PARTENAIRES

LES PARTENAIRES AGRICOLES ET LES EMPLOYEURS

Les agriculteurs sont considérés comme nos principaux partenaires. Motivés par nos objectifs et intérêts communs, nous mutualisons nos efforts pour répondre aux besoins de chacun et assurer notre responsabilité dans l'accompagnement des personnes.

Certes l'intérêt des agriculteurs est de pouvoir répondre à d'importantes difficultés à recruter des ouvriers agricoles, mais ils ont aussi la volonté de les fidéliser, de les aider à s'insérer et de leur permettre de s'installer durablement. Ils ont aussi une approche sociale et solidaire qui contribue fortement à accueillir les personnes dans de bonnes conditions et à veiller à leur bien-être au quotidien.

Nous les considérons comme des acteurs indispensables de l'intégration des personnes réfugiées et par conséquent, de notre projet. Par leur proximité, ils sont les premiers à partager des moments d'échanges sur l'interculturalité, ils participent à l'apprentissage des codes du monde du travail, ils les forment à un travail technique, ils leur permettent de pratiquer et d'améliorer leur français et ils leur permettent de découvrir la culture française. Notre équipe est en lien quotidien avec les agriculteurs afin de pouvoir les former, les informer, les sensibiliser et les soutenir sur les questions de l'interculturalité et du parcours migratoire.

Les agriculteurs partenaires - qu'ils soient investis dans une production biologique, éco-responsable ou conventionnelle - s'engagent donc bien au-delà d'une simple relation employeur-employé.



Depuis 5 ans, nous travaillons toujours avec les mêmes 6 agriculteurs. En 2023, un nouveau partenariat agricole basé dans les Landes s'est réalisé. L'entreprise Cabane et Ci s'est lancée dans la production de champignons sous serres.

Cela a conduit à une importante augmentation de nouveaux contrats de réfugiés, passant de 25 personnes suivies dans ce secteur en 2022 à 62 personnes en 2023.

Ce nouveau partenaire confirme la continuité du développement du secteur des Landes qui est à ce jour le plus attractif et le plus accessible, sur les questions d'intégration.

Cette opportunité nous a amené à nous questionner sur l'ensemble des autres secteurs historiques de notre association et principalement sur la filière arboriculture.

En effet, nous nous apercevons depuis 5 ans que les productions arboricoles deviennent de moins en moins attractives pour les réfugiés. Du fait des difficultés de mobilités (commerces et services administratifs éloignés de leur logement), mais aussi de conditions de travail parfois difficiles (horaires de travail important, à l'extérieur, etc), de plus en plus de nos bénéficiaires se tournent vers d'autres filières agricoles.

En 2024, nous continuerons néanmoins les partenariats avec cette filière.

En effet, pour certains réfugiés, ce travail leur permet d'avoir une première expérience agricole, afin de se former et de confirmer leur envie de travailler dans le milieu agricole, mais aussi d'obtenir rapidement des revenus importants et sortir de la grande précarité.

ÉTAT DES LIEUX DE NOTRE RÉSEAU ET PARTENAIRES 2023

NOS DIFFÉRENTS LIEUX D'IMPLANTATION	BÉNÉVOLES	SERVICES SOCIAUX DE PROXIMITÉ/ ASSOCIATIONS LOCALES	MUNICIPALITÉ	DÉPARTEMENT	RÉGION	MILIEU AGRICOLE	NATIONAL & INTERNATIONAL
LANDES (40)	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau de solidarité et d'amitié importantes locales • Cours de français et cours du code de la route • 5 bénévoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Cours de Français (PEP40 et les Restos du Coeur) • Secours Populaire de Parentis-en-Born et de Biscarrosse • Auto-école Dax • Club de foot et de boxe • Crédit Agricole • Banque Postale • Pôle Emploi • CADA de Dax et de Biscarrosse (Groupe SOS) • CPH de Mont-de-Marsan (Fondation COS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Communal d'Action Social (CCAS) • Pôle Animation et Vie de la Cité (PAVC) de Parentis 	<ul style="list-style-type: none"> • DDETS-PP • Département des Landes 	<ul style="list-style-type: none"> • MSA SUD Aquitaine • MSA Sud Aquitaine • OFII Bordeaux • Action Logement Nouvelle Aquitaine 	<ul style="list-style-type: none"> • Centres de formation agricole : les CFPPA, les CIVAM, l'ANEFA, le Ministère de l'Agriculture d'Île-de-France • Réseaux agricoles : les fédérations régionales et nationales agricoles (arbo, maraîchage) 	<ul style="list-style-type: none"> • DIAIR • La DIAHL • L'OFII national • La Direction de l'Intégration et de l'Accès à la Nationalité (DIAN)
ALLIER (03)	<ul style="list-style-type: none"> • 3 bénévoles • bénévoles de la paroisse 	<ul style="list-style-type: none"> • Hérisson social Club 	<ul style="list-style-type: none"> • Lien avec les maires et CCAS 	<ul style="list-style-type: none"> • Allier Habitat • E graine 		<ul style="list-style-type: none"> • Les coopératives: Quercy soleil, Blue whale 	<ul style="list-style-type: none"> • L'observatoire de l'immigration et de l'asile
TARN (81)		<ul style="list-style-type: none"> • Croix Rouge • Crédit Agricole • Pôle Emploi • Secours populaire • Banque Postale 		<ul style="list-style-type: none"> • Préfecture et la DDSJ du Tarn (81) • La Chambre de l'Agriculture • DDETSPP du 81 	<ul style="list-style-type: none"> • Cuisine Mode d'emploi • La CIVAM • MSA Nord Midi Pyrénées • Occitanie coopération 	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau sur les échanges de pratiques : Abiosol, La Terre en Partage, Unicités, Parlons Ferme, GRDR, FR CIVAM Occitanie, Fermes d'Avenir, ABAJAD, Vergers du Monde, Langues Plurielles, Emmaüs 	<ul style="list-style-type: none"> • Solidarité Laïque
TARN-ET-GARONNE (82)	<ul style="list-style-type: none"> • 2 bénévoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Crédit Agricole • 2 Pôles Emploi • Plateforme mobilité • Emmaüs, Agris relais • GEM 82 ADEFA • ADIL82 	<ul style="list-style-type: none"> • Communautés des communes Lafrançaise, Moissac, Castelsarrasin • Sous-préfet M.Arnaud Sorge • Préfète Montauban 	<ul style="list-style-type: none"> • Préfecture (82) • DIRECCTE (82) • MSA (82) • DDETSPP du 82 • Chambre de l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> • DREES Occitanie • E graine Occitanie • Maison de la Région • IREPS hôpital Tlse • Missions locales • Afpa • CAF • CPAM 	<ul style="list-style-type: none"> • Groupements d'employeurs • Fédération des Fruits et Légumes d'Occitanie 	<ul style="list-style-type: none"> • Réfugiés Infos • Fondation BNP • Forums réfugiés • MSA Nationale
GARD (30)		<ul style="list-style-type: none"> • Éducateurs • Croix Rouge • Maison Sociale de Proximité 		<ul style="list-style-type: none"> • Croix Rouge • La Chambre de l'Agriculture • CIVAM du Gard 			
ÎLE-DE-FRANCE (75)	<ul style="list-style-type: none"> • Afrane jeune • Traductrice 	<ul style="list-style-type: none"> • MVAC et Mairie du 14e • Maison des réfugiés • Afrane • Madera 	<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Paris 	<ul style="list-style-type: none"> • DRIEETS • Collège citoyen 	<ul style="list-style-type: none"> • CPAM 		

LES PARTENAIRES FINANCIERS

La direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN)

Nous avons remporté le BOP 104 - Action 12 pour 2 ans. La subvention s'arrêta en mars 2023.

En mars, nous apprenions que l'appel à projet au national ne serait pas reconduit pour 2023.

Cette décision nous a profondément inquiété car nous n'avions pas prévu cela, et il nous restait, en mars, un budget ne permettant de tenir jusqu'en juillet 2023.

Ainsi nous avons fait des choix, dans le risque de ne pas trouver de nouveaux financements, de ne pas reconduire les contrats de travail de certains salariés.

Finalement, la DIAN a accepté de nous refinancer pour 2 ans, pour la période de juillet 2023 à juin 2025 et nous accompagne pour trouver de nouveaux financements pour la suite (ex le FAMI).

Mis à part le soutien financier, la DIAN se montre très disponible et soutenante dans son accompagnement pour nous permettre de faire évoluer notre projet au mieux.

La fondation GRDF

Toujours présente à nos côtés pour la 4e année, cette fondation propose, certes un soutien financier, mais surtout se positionne comme un véritable partenaire. Ils se montrent très disponibles, attentifs à nos besoins, proposent une écoute active et nous conseillent. Après un accompagnement de coaching pour la directrice de notre association, la fondation nous finance aussi un accompagnement par un prestataire pour travailler sur notre modèle économique.

La DDESTPP 40

La DDESTPP du 40 nous finance actuellement 2 postes pour le territoire des Landes: un poste de chargée de projet pour nous développer sur le territoire et celui d'un travailleur social. Ce soutien financier mais aussi un accompagnement et mise en relation, nous permettent moralement de se sentir bien accueilli et soutenu sur le territoire des Landes. Cela nous a permis depuis le milieu de l'année de s'ancrer davantage sur le territoire.

Cette année encore, nous avons pu compter sur le renouvellement du soutien de la part de plusieurs fondations :

la fondation CARITAS, la fondation SNCF, la fondation Graine de Futures, la fondation Talents Solidaires.

De nouvelles fondations nous ont aussi rejoint dans l'aventure:

la fondation Crédit Coopératif, la fondation Polliniser l'Espérance, la fondation Baudoux.



NOS RESSOURCES HUMAINES

NOTRE ÉQUIPE

Au commencement des activités de l'association en 2019, l'accompagnement des personnes se réalisait uniquement de manière bénévole par Pauline VIALARET et Laludin AFTAB, deux ex-travailleurs sociaux en accueil de jour parisien, lassés de voir qu'aucunes solutions pérennes n'étaient proposées aux personnes précaires et réfugiées. Sous la convention collective 51, l'équipe compte aujourd'hui 6 salariés, dont 3 en CDI.

Depuis le mois d'août, Pauline a souhaité retourner davantage sur le terrain et sur le poste de travailleuse sociale. Ainsi, Laludin et Antoine prennent progressivement le relais sur la direction de l'association. Des formations complémentaires vont être mises en place. Le trinôme est le garant de la vision du projet de Terre 2 Cultures qu'ils ont créé.



UN MÉDIATEUR INTERCULTUREL, PAIR AIDANT - LALUDIN AFTAB

Il a un rôle central et essentiel. Il recrute les profils correspondant aux besoins de l'employeur tout en privilégiant les personnes les plus éloignées de l'emploi, et assure l'ensemble des traductions. La disponibilité constante du médiateur interculturel permet de désamorcer certaines situations d'incompréhension et facilite les interactions. Laludin s'engage également avec des partenaires au niveau national pour faire valoir son expertise et valoriser le système de pair-aidance, il a notamment participé :

- Au rapport UNHCR sur *"La participation des réfugiés aux décisions qui influencent leur vie : Focus sur l'engagement bénévole des réfugiés et des demandeurs d'asile en France"* ¹
- À la relecture des traductions du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR),
- Au travail de l'Académie pour la participation des personnes réfugiées de l'UNHCR et de la DIAIR (Direction interministérielle de l'Accueil et l'Intégration des Réfugiés) en tant qu'expert. Cette académie a pour but d'inclure les personnes réfugiées dans les instances de décisions politiques, associatives et citoyennes.
- Au film de sensibilisation *Chez Soi* ², initié par la DIAIR en tant qu'acteur-témoin du film. Ce film retrace l'implication de 3 personnes réfugiées dans la société civile, des personnes qui ont fait le choix d'aider d'autres réfugiés.

¹ UNHCR

² "Chez soi" de Lycia Walter et Mathilde Faisant



UNE DIRECTRICE POLYVALENTE - PAULINE VIALARET

Elle a pour mission de participer à l'élaboration de la stratégie, de mettre en œuvre les orientations décidées par le Bureau et de gérer les activités opérationnelles et l'ensemble de l'équipe. De formation éducatrice spécialisée, la directrice assure aussi la fonction de travailleur social pour pallier la surcharge de travail ou en cas d'absence de travailleuse sociale, comme cet été. Mais, elle souhaite également reprendre à 70% son poste de travailleuse sociale.

UN TRAVAILLEUR SOCIAL

Grâce à une communication constante avec le médiateur culturel et les personnes accompagnées, une grande partie des missions de ce poste consiste à maintenir les droits, d'orienter leurs demandes singulières et expliquer les différentes démarches administratives et sociales.

Cette année, 2 travailleurs sociaux ont été sur ce poste. Pauline a été travailleuse sociale seule d'août à novembre, et une nouvelle travailleuse sociale a été embauchée uniquement pour le territoire des Landes depuis novembre.

UNE ASSISTANCE ADMINISTRATIVE - FATEMA SALEHI

Fatema, réfugiée afghane, souhaite devenir travailleuse sociale depuis son arrivée en France il y a 2 ans. Elle s'occupe comme Laludin, de faire de la médiation interculturelle, et traduction. Elle apprend aussi progressivement, à faire les démarches administratives des personnes accompagnées. Elle est aujourd'hui assistante administrative en collaboration avec les travailleurs sociaux. Elle participe également, ponctuellement, à des tables rondes concernant la situation des femmes en Afghanistan.

UN COORDINATEUR DE SECTEUR - ANTOINE VIALARET

Antoine assure les échanges et la coordination avec les employeurs. Il prend part à la logistique et à l'organisation dans l'installation et l'accueil des réfugiés sur le nouveau territoire, il participe aussi aux démarches locales des personnes de chaque territoire.

Il travaille en binôme avec la chargée de projet sur le territoire des Landes concernant le développement des partenariats et des réseaux.

UNE CHARGÉE DE PROJET SUR LE TERRITOIRE DES LANDES - EMMA DEWEIRDT

Ce poste a pour objectif de créer et renforcer notre installation sur le territoire des Landes afin de pérenniser l'installation des réfugiés dans l'emploi. Elle développe le partenariat et le réseau local.



FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPE

- ◊ Télétravail et communication à distance avec l'équipe, les employeurs et les bénéficiaires notamment via un système d'astreinte.
- ◊ Déplacement régulier de l'équipe sur les différents sites en fonction de la disponibilité des employeurs et des bénéficiaires.

Les déplacements ont plusieurs vocations :

- Rendre visite aux personnes et échanger avec les agriculteurs
- Faire un point sur les démarches administratives de façon individuelle et recueillir les envies et besoins
- Prévoir des temps collectifs de formations sur divers sujets ou des temps de loisirs
- Rencontrer des bénévoles, associations et structures locales

L'équipe travaille depuis juillet dans un bureau à Montauban, au cœur de nos lieux de suivis. Ce bureau permet de renforcer la cohésion d'équipe et aussi de proposer des conditions de travail plus favorables aux salariés.

Nous envisageons de prendre un bureau dans les Landes. Nous avons aussi un bureau à la mairie de Paris, où nous faisons tous les lundis et mardis des entretiens pour les nouvelles embauches et fin de parcours.

LA GOUVERNANCE

Structure juridique - Association loi 1901, reconnue d'utilité publique, T2C est déclarée le 31 décembre 2018 à la préfecture de PARIS sous le nom de « Terre 2 Cultures ». L'association est reconnue d'intérêt général en 2020.

Au sein du Conseil d'Administration sont élus 3 membres bénévoles du Bureau remplissant les fonctions de Président, Trésorier, Secrétaire. Depuis le 23/02/2023, est élue la Présidente : DUGUE Cécile, Conseillère CESF, avec T2C depuis 2018. Le Trésorier : VIALARET Gilles, agriculteur, avec T2C depuis 2018 et trésorier adjoint, MANGUY Jean Claude, retraitée, et la Secrétaire, MAINGUY Marie, retraitée.

ÉQUIPEMENT

Aujourd'hui nous bénéficions d'un minibus et de 3 voitures. Nous sommes locataires d'une maison et d'un studio à Lavarur pour lesquels nous faisons de la médiation locative aux personnes réfugiées, ainsi que 2 maisons à Parentis en Born. Nous louons aussi un bureau pour notre équipe et qui comporte 2 chambres. L'équipe bénéficie tous d'un ordinateur, d'une imprimante, d'un téléphone portable.

NOS PRESTATAIRES

Au vu de l'évolution de l'association, nous avons fait le choix de faire appel à des prestataires pour les spécialités et expertises :

· **Un Expert comptable et un service ressources humaines**

· **SMACL**

Pour toutes les assurances.

· **Malakoff Humanis**

Pour les mutuelles et les prévoyances.

· **Un commissaire aux comptes**

· **Une consultante en communication visuelle « Atelier Juliyu »**

· **2 prestataires travailleuses sociales**

Dans l'urgence et par manque de candidatures, nous avons dû prendre 2 travailleuses sociales ponctuellement.

· Lors d'événement comme la Fête de l'Humanité ou le Nouvel an Afghan, nous passons par des prestataires pour la musique, repas, etc.



LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

LE FRAGILE ACCUEIL DES RÉFUGIÉS EN FRANCE

Notre association constate que **“l'accueil des personnes réfugiées” devient à tout niveau, dans tout secteur et sur tous les territoires un thème préoccupant et très clivant.**

Nous travaillons avec des employeurs se trouvant dans des villes où les thèses de l'extrême droite deviennent majoritaires (Lavaur, Perpignan, Moissac, St Gilles, etc).

Des campagnes contre les étrangers y sont importantes, voire virulentes. Il ne nous est pas possible de travailler dans ces villes à cause des freins des administrations locales et du refus de dialogue et ce depuis le début de notre action.

Sur ces territoires hostiles à l'accueil des étrangers, **nous constatons que le rejet et le racisme sont très présents et actifs.**

Par exemple, certaines banques refusent d'ouvrir un compte courant à une personne afghane. La banque se justifie par de probables liens avec le terrorisme.

Ou encore pour ne pas afficher ouvertement leur refus trouvent des parades comme :

« Monsieur/Madame doit parfaitement savoir écrire et lire pour ouvrir un compte »,
« Monsieur/Madame doit présenter un avis d'impôts sur les 3 dernières années » etc...

Nous avons saisi à plusieurs reprises la Banque de France pour qu'ils obligent les banques à ouvrir un compte à la personne suite à ces refus.

Les bailleurs sont aussi pleins de préjugés que ce soient les agences immobilières ou les particuliers. Certaines nationalités, comme afghane, font “peur”. Après 4 ans de recherche de logements pour les personnes accompagnées à Lavour, nous avons eu la chance de trouver un bailleur acceptant de nous **louer son immeuble entier contenant 6 logements.**

La condition fût que l'association loue l'immeuble en son nom et fasse **la médiation locative** ce qui n'était pas prévu budgétairement. L'association a dû financer les dépenses de l'ensemble de l'immeuble ce qui a entraîné des pertes puisque certains logements n'ont pas été habités de suite.



Cela a malgré tout permis de **proposer aux personnes un logement individuel après 2 à 3 années de colocation.**

Une belle victoire et une belle avancée pour nous.

Pourtant la location de cet immeuble n'a pas été vu d'un bon œil par le Maire de Lavour très actif pour une ville “sans migrants”. Il a fait des menaces et du chantage auprès du bailleur de l'immeuble afin de rompre le bail.

Malgré un meilleur réseau et partenariat avec les administrations françaises cette année, nous sommes toujours sidérés de constater que **certaines administrations ne respectent pas les droits élémentaires des personnes réfugiées.** Par exemple, une préfecture qui ne permet pas de faire une demande de titre de séjour. Des droits santé aux caisses de la CPAM ou MSA qui sont fermés du jour au lendemain. Nous sommes toujours dans une urgence et combativité épuisantes pour maintenir les droits des personnes.

La montée en Europe des partis d'extrême droite, le discours décomplexé de certains politiques et une médiatisation des actes racistes nous inquiètent. Sera-t-il possible demain d'accueillir des réfugiés ? Comment le vivront-ils dans un pays de plus en plus xénophobe ? Comment poursuivre notre projet dans ce climat?



ÉPUISEMENT FACE AUX DÉMARCHES ADMINISTRATIVES ET LA LOURDEUR DE LA CHARGE DE TRAVAIL SOCIAL

Terre 2 Cultures ne disposait que d'un **poste dédié qui accompagne seule plus d'une centaine de personnes dans ces démarches**. Depuis novembre, elles sont au nombre de 2.

Dans cette situation, l'éducatrice spécialisée est sans arrêt dans l'urgence et peine à donner du temps pour d'autres tâches comme les formations. Cette année, ce poste est resté vacant pendant plus de 6 mois (arrêt de travail), c'est donc la directrice qui a dû assurer le remplacement, empêchant le développement d'autres activités de structuration de l'association.

La lourdeur administrative se caractérise par des difficultés relatives à ces points :

- **Les changements d'adresse** (domiciliation) lorsque les personnes quittent l'Ile-de-France entraînent d'importants dysfonctionnement administratifs
- **Le manque ou absence d'information concernant l'accès au droit des personnes réfugiées par les différentes administrations** (banque, CAF, MSA, OFII...) représente un frein considérable et oblige l'association à se positionner en pédagogue patiente. Et ce, pour chaque démarche, chaque nouvel interlocuteur.
- **Le passage d'un régime de prestations sociales à un autre (CPAM/CAF vers la MSA) est un nœud administratif**. Il n'existe pas de procédure effective et efficace permettant ces mutations. Celles-ci n'ont lieu qu'après un long travail d'explication et une attente déraisonnable.
- **Le temps de traitement pour l'ouverture de droits** est compris entre 6 à 9 mois (CMU, Prime d'activité...).
- **Certains accès aux droits communs sont rendus impossibles** pour des personnes analphabètes et/ou qui ne sont pas francophones ou qui ne maîtrisent pas les outils numériques.
- En outre, **dans certains services, sans accompagnement par un travailleur social, la demande n'est pas réellement traitée et considérée**, ce qui représente une atteinte forte à la dignité des personnes que nous accompagnons et une négation de leurs droits. La lenteur administrative et la méconnaissance des droits des personnes se cumulent parfois à un refus clair et net de répondre aux demandes des personnes réfugiées. Dans ces conditions, l'autonomie des personnes accompagnées dans ces démarches est quasiment inatteignable et représente une entrave considérable à leur inclusion et à la construction de leur vie en France.

Terre 2 Cultures est disposée à intervenir en tant que consultant-formateurs auprès de ces institutions afin de permettre de partager nos bonnes pratiques, de former les ressources humaines à la prise en charge administrative de personnes réfugiées et à faire remonter les réalités du terrain pour améliorer l'existant.

NOTRE RAPPORT FINANCIER

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Notre modèle économique repose sur des programmes ministériels et sur l'engagement des fondations qui, pour certains, nous soutiennent depuis le début. La stabilisation voire l'augmentation de nos ressources est pour nous une reconnaissance des actions menées. Durant l'année 2023, l'engagement de nos partenaires s'est maintenu, cela nous a permis un travail plus serein auprès des réfugiés. Le travail entrepris afin de fidéliser les bailleurs a été bénéfique mais nous poursuivons la quête de nouveaux mécènes.

Les ressources de T2C dépendent de programmes de l'État ou des collectivités pour 65 % (stable par rapport à 2022) ainsi que des dons de fondations ou du mécénat d'entreprise pour 33 %, le solde venant de dons divers pour 2 %.

Pour l'année 2023 l'économie de T2C repose pour 47 % de la subvention du BOP 104 action 12 de la DIAN, à 18 % de la subvention DDETSPT du département des Landes pour le poste de la chargée de mission. T2C s'inscrit dans le projet de Fondations ou de Mécènes, nous avons sollicité et obtenu des financements qui équilibrent notre budget. Les Fondations SNCF 10 %, GRDF 8 %, Caritas 5 % pour les plus importantes mais aussi plus modestement de la Fondation Lucq, Fondation Talents Solidaires, La Fondation Polliniser l'Espérance ainsi que la Fondation Crédit Coopératif pour un total représentant 10 %.

Nous avons également bénéficié en 2023 du travail réalisé par les bénévoles, travail valorisé à hauteur de 10 400€.

Pour l'exercice 2023 nous avons perçu 370 k€, cette somme a été attribuée principalement pour la réalisation du projet qui a débuté le 1er avril 2021 et se poursuivra jusqu'en 2025 du fait de financements publics pluriannuels. Nous devons donc renouveler nos demandes de subventions et de dons pour poursuivre notre projet durant les années à venir.



Bilan Actif au 31/12/2023			
ACTIF IMMOBILISE		Brut	Amort. et Dépréc. NET
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 809,00 €	16 104,00 € 11 706,00 €
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 892,00 €	4 892,00 €
TOTAL (I)			16 598,00 €
ACTIF CIRCULANT			
	CREANCES (3)		
	autres	23 694,00 €	23 694,00 €
	valeurs mobilières de placement	50 000,00 €	50 000,00 €
	DISPONIBILITES	242 394,00 €	242 394,00 €
	CHarges constatées d'avance	3 301,00 €	3 301,00 €
TOTAL (II)		319 390,00 €	319 390,00 €
TOTAL ACTIF (I à V)		352 091,00 €	16 104,00 € 335 988,00 €
Bilan Passif au 31/12/2023			
FONDS PROPRES			
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Réserves pour projet de l'entité		9 255,00 €
	Report à nouveau		2 916,00 €
	Excédent ou déficit de l'exercice		24 334,00 €
	Total des fonds propres		36 506,00 €
FONDS REPORTES ET DEDIES			
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		51 995,00 €
DETTES (1)			
	DETTES FINANCIERES		500,00 €
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 582,00 €
	Dettes fiscales et sociales		26 997,00 €
	DETTES DIVERSES		
	Produits constatés d'avance		214 407,00 €
	Total des dettes		247 486,00 €
TOTAL PASSIF			335 988,00 €

PERSPECTIVE 2024 & NOUVELLES ACTIONS ENVISAGÉES

DIVERSIFIER LES FILIÈRES AGRICOLES, LES MÉTIERS, LES FORMATIONS ET LES PUBLICS AFIN DE CONTRIBUER À L'INSTALLATION PÉRENNE DES PERSONNES

L'ambition de T2C pour l'année 2024 est de continuer à travailler étroitement avec le monde agricole afin de pouvoir proposer aux personnes accompagnées un panel toujours plus large de filières agricoles, de spécialisations et de métiers. Mais aussi, de nous ouvrir sur d'autres corps de métier.

Cet objectif va de paire avec la volonté de permettre une installation pérenne des personnes accompagnées, leur garantissant un confort de vie et des contrats de travail plus sécurisants (CDD longs, CDI) nécessaires à leur intégration dans les différentes localités. Nous orientons nos choix d'emplois vers de filières "sous serre", proposant un emploi souvent en CDI et des conditions de travail plus confortables et ergonomiques. À ces fins, T2C compte accentuer ses efforts pour engager davantage d'employeurs partenaires à ses côtés, pouvant proposer une variété d'environnement professionnels et de métiers.

Diversifier les filières signifie aussi diversifier l'offre de formations disponibles dans les différents domaines, afin de permettre aux personnes accompagnées d'explorer toute la richesse de ce secteur.

Notre enjeu est aussi d'investir dans notre projet, le milieu agricole. En effet, à ce jour, ni chambre d'agriculture, ni ministère de l'agriculture n'ont souhaité nous recevoir. Les syndicats, les fédérations agricoles restent encore très frileuses à se positionner à nos côtés. En revanche, les médias agricoles nous sollicitent régulièrement pour des interviews.

Nous espérons en 2024 pouvoir obtenir le soutien d'une ou plusieurs institutions du monde agricole (nous avons actuellement deux pistes: la MSA et l'ANEFA).

Nous souhaitons aussi mettre en place une "boîte à outils" à destination d'employeurs ou futurs employeurs intéressés par l'embauche de personnes réfugiées.

Le but sera de sensibiliser les employeurs à l'accueil de réfugiés dans leur entreprise. En effet, nous sommes convaincus du rôle des employeurs dans l'intégration des réfugiés en France.

Cette boîte à outils aura pour objectif de lever les freins, réduire les peurs, idées préconçues, ou amalgames concernant ce public.

DÉVELOPPER NOTRE VISIBILITÉ, NOS RÉSEAUX ET NOS ACTIONS COLLECTIVES

À travers la réflexion de notre modèle économique actuel par le regard du cabinet prestataire de GRDF, nous nous sommes rendu compte du manque important de nos outils de communications.

En effet, l'association a pour but de défendre et protéger les personnes exilées, ainsi que le monde agricole, mais aussi pour promouvoir le vivre ensemble.

Depuis quelques années le monde agricole est victime d'agri bashing et nous en sommes aussi témoins et parfois victimes dans notre quotidien. De l'autre côté, les personnes réfugiées mais plus largement migrantes sont victimes d'humiliation, de racisme et de rejet, avec un paroxysme actuel avec le vote de la loi immigration.

C'est pour cette raison, qu'il nous semble indispensable de consolider et de développer notre communication afin de plaider et sensibiliser plus que jamais tous les publics. Pour cela, nous organisons en 2024 à l'occasion de nos 5 ans d'existence, une fête ouverte à tous à Paris. Nous allons organiser notre première porte ouverte à Parentis en Born à la fin du printemps ou des tables rondes seront organisées avec nos financeurs, employeurs agricoles, élus locaux et certains réfugiés.

Nous continuerons à participer à des tables rondes et événements sur différentes thématiques (ministère des étrangers, DIAIR etc), afin de sensibiliser le plus grand nombre.

Nous souhaitons nous former ou embaucher pour améliorer notre communication.

De plus, l'association veut aussi continuer à développer son réseau local, indispensable à l'ancrage de notre projet, mais aussi pour faciliter les interactions et le maillage de nos actions sur le territoire.

Au vu de l'accueil du territoire des Landes, l'année prochaine, nous poursuivrons et renforcerons notre réseau et partenariat comme par exemple l'étude que nous menons conjointement avec l'ANEFA des Landes.



RENFORCER NOTRE ÉQUIPE ET NOTRE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT

L'association a connu depuis sa création un développement très intense et rapide. C'est pour cette raison qu'il nous semble indispensable de reprendre et revoir nos fondations (fiche de poste, RH, communications, outils, logistique, etc).

Nous avons pour cela, solliciter un accompagnement DLA en lien avec nos OPCO santé. Ils nous ont permis de faire un diagnostic sur nos freins et leviers de l'ensemble de la structure et de son fonctionnement et de pouvoir en sortir de pistes de travail. Nous allons donc poursuivre l'accompagnement via un de leur prestataire que nous avons choisi: un cabinet d'expertise sur l'année 2024

En parallèle, grâce à la fondation GRDF, un accompagnement collectif et individuel par un cabinet d'expertise sur notre modèle socio-économique nous a été proposé. Cela nous apporte une étude poussée et nous met en lien avec d'autres associations de différentes échelles.

En 2023, nous avons aussi rencontré de nombreuses structures plus ou moins proches de notre projet, afin de pouvoir aussi réinterroger notre projet et son modèle. Cela se poursuivra en 2024.

Nous nous laissons jusqu'en juin 2024 pour retravailler nos fondations.

En parallèle, Laludin et Antoine souhaitant prendre le relai sur la direction, vont réaliser des formations en 2024 afin d'être davantage outillés (management, rh, communication etc).

Nous souhaitons aussi travailler sur nos outils de communication externe et voir embaucher ou prendre un stagiaire sur cet enjeux (chargé de communication, marketing, webdesigner)

Grâce aux financements de postes sur une année pour la coordinatrice de projet et celle de la travailleuse sociale, nous souhaitons aussi pérenniser et stabiliser notre équipe. Nous sommes en réflexion de prendre un bureau dans les Landes pour renforcer la cohésion d'équipe et la proximité avec les réfugiés.



PROJETS 2024

- La mise en place d'actions et d'ateliers collectives de sensibilisation aux problématiques que rencontrent les réfugiés liés à la santé, à l'hygiène, à la consommation d'énergie, tri sélectif, gestion du budget par la CESF.
- La mise en place de sorties culturelles dont le but est la découverte du patrimoine Français et participation et rencontre avec des clubs sportifs et associatifs.
- Des actions de sensibilisation, au monde agricole et à l'accueil des personnes exilées, avec l'ensemble des partenaires concernés (ANEFA par exemple). Cela se concrétisera notamment à travers plusieurs projets vidéos et outils (réalisation entre autres d'un documentaire). Mais aussi par des portes ouvertes avec les employeurs et nous à Parentis en Born au printemps.
- Grâce à notre partenaire, une auto-école à Dax, nous souhaitons faciliter l'accès au BSR au maximum de personnes pour faciliter la mobilité. Nous souhaitons aussi faire des ateliers de sensibilisation sur le code de la route.
- Des actions de sensibilisation au grand public sur le quotidien des personnes exilées. Cela se concrétisera notamment à travers un projet de vidéo-reportages explicitant ce que vivent les réfugiés au sein de leur travail.
- Le 7 janvier nous organisons notre premier anniversaire pour nos 5 ans à Paris avec musiciens, loto, et toutes personnes concernées par notre projet depuis 5 ans.

NOUS CONTACTER

MVAC 14ème
TERRE 2 CULTURES N°124
22 rue Deparcieux 75014 Paris



06 74 82 60 99



terre2cultures@gmail.com



www.terre2cultures.fr

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ASSO TERRE 2 CULTURES

CHEZ MVAC 14EME
75014 PARIS 14

NAF : 9499Z

SIRET : 845190081 00024



OPALEXPERT

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre

1 rue Pierre Martin

62280 SAINT MARTIN BOULOGNE

Sommaire

Sommaire	1
Compte rendu de travaux	2
BILAN	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
COMPTE DE RÉSULTAT	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
DÉTAIL DES COMPTES	
Bilan Actif détaillé	7
Bilan Passif détaillé	9
Compte de résultat détaillé	11
ANNEXE	
Règles et méthodes comptables	15
Etat des immobilisations	16
Etat des amortissements	17
Etat des créances et dettes	18
Charges à payer et produits à recevoir	19
Produits et charges constatés d'avance	20
Détail des produits constatés d'avance	21
Compte de résultat par origine et destination	22
Compte de résultat par origine et destination (Suite)	23
Variation des fonds dédiés et reportés	24
Variation des fonds propres art.432.22	26

COMPTE RENDU**Mission de présentation des comptes**

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 31/10/23 , nous avons effectué une mission de présentation des comptes de l'entité **TERRE 2 CULTURES** relatifs à la période du **01/01/2023** au **31/12/2023**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 335 988 €
- Excédent : 24 334 €

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à Saint Martin Boulogne

Le 16/01/2024

Nicolas COUSIN

Expert-Comptable

Signé électroniquement le 27/02/2024 par
Nicolas Cousin



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	27 809	16 104	11 706	18 789
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 892		4 892	3 950
TOTAL I	32 701	16 104	16 598	22 739
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				2 511
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	23 694		23 694	63 635
Valeurs mobilières de placement	50 000		50 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	242 394		242 394	160 974
Charges constatées d'avance	3 301		3 301	
TOTAL III	319 390		319 390	227 119
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	352 091	16 104	335 988	249 859

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 255	9 255
Autres réserves		
Report à nouveau	2 916	1 811
Excédent ou déficit de l'exercice	24 334	1 105
Situation nette	36 506	12 172
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	36 506	12 172
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	51 995	20 180
TOTAL III	51 995	20 180
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	500	500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 582	7 332
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	26 997	30 202
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	214 407	179 473
TOTAL V	247 486	217 507
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	335 988	249 859

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	4 150	2 250
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	211 401	242 750
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	8 463	2
Mécénats	141 665	134 377
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 900	29 932
Utilisations des fonds dédiés	20 180	
Autres produits		6
TOTAL I	422 759	409 316
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	128 285	135 003
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	667	5 507
Salaires et traitements	162 818	185 750
Charges sociales	57 677	64 502
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 084	5 926
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	51 995	20 180
Autres charges		4
TOTAL II	408 526	416 873
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	14 233	-7 556
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 728	891
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 728	891
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 728	891
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	15 961	-6 666

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		1 205
Sur opérations en capital		11 786
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 900	
TOTAL V	8 900	12 991
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	527	224
Sur opérations en capital		4 996
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	527	5 220
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 373	7 771
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	433 387	423 198
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	409 053	422 092
EXCÉDENT OU DÉFICIT	24 334	1 105

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Détails de comptes

Bilan Actif détaillé

Bilan Actif	Solde		Variation	
	Au	Au	Montant	%
	31/12/2023	31/12/2022		
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	11 705.66	18 789.27	-7 083.61	-37.70
21820000 MATERIEL DE TRANSPORT	26 990.00	26 991.00	-1.00	
21830000 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	819.45	819.45		
28182000 AMORTISSEMENTS DU MATERIEL DE TRANSPORT	-15 566.59	-8 757.13	-6 809.46	-77.77
28183000 AMORTISSEMENTS DU MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	-537.20	-264.05	-273.15	-103.41
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immo. corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 892.00	3 950.00	942.00	23.85
27510000 DÉPOTS CAUTION VERSÉS PAR L'ASSO	4 892.00	3 950.00	942.00	23.85
TOTAL I	16 597.66	22 739.27	-6 141.61	-27.01
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés		2 510.80	-2 510.80	-100.00
41810000 CLIENTS FACTURES A ETABLIR		2 510.80	-2 510.80	-100.00
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	23 694.18	63 634.52	-39 940.34	-62.77
40980000 AVOIRS NON PARVENUS	1 380.00	347.72	1 032.28	296.55
43740000 ENDERED -TICKETS RESTAURANTS	125.98	236.80	-110.82	-46.84
46711000 AVANCES FRAIS REFUGIES	188.20	50.00	138.20	276.00
46870000 SUBVENTION A RECEVOIR	22 000.00	63 000.00	-41 000.00	-65.08
Valeurs mobilières de placement	50 000.00		50 000.00	-
50810000 Autres valeurs mobilières	50 000.00		50 000.00	-
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	242 394.40	160 973.99	81 420.41	50.58
51210000 CREDIT AGRICOLE COMPTE COURANT	112 779.31	84 197.96	28 581.35	33.94
51211000 CREDIT AGRICOLE COMPTE LOGEMENT		5 015.66	-5 015.66	-100.00

Bilan Actif	Solde		Variation	
	Au	Au	Montant	%
	31/12/2023	31/12/2022		
51215000 CREDIT AGRICOLE LIVRET	77 686.59	71 740.53	5 946.06	8.29
51215001 CREDIT AGRICOLE COMPTE CSL	50 041.66		50 041.66	-
53000000 CAISSE ANTOINE		19.84	-19.84	-100.00
53100000 CAISSE	1 886.84		1 886.84	-
Charges constatées d'avance	3 301.40		3 301.40	-
48600000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	3 301.40		3 301.40	-
TOTAL III	319 389.98	227 119.31	92 270.67	40.63
Frais d'émission d'emprunts à étaler IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	335 987.64	249 858.58	86 129.06	34.47

Bilan Passif détaillé

Bilan Passif	Solde		Variation	
	Au	Au	Montant	%
	31/12/2023	31/12/2022		
Fonds propres				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Écarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	9 255.13	9 255.13		
10680000 AUTRES RESERVES	9 255.13	9 255.13		
Autres réserves				
Report à nouveau	2 916.41	1 810.92	1 105.49	61.02
11000000 ELEMENTS EN INSTANCE D AFFECTATIO	2 916.41	1 810.92	1 105.49	61.02
Excédent ou déficit de l'exercice	24 334.25	1 105.49	23 228.76	2 101.22
Situation nette	36 505.79	12 171.54	24 334.25	199.93
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL I	36 505.79	12 171.54	24 334.25	199.93
Comptes de liaison II				
Fonds reportés et dédiés				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	51 995.45	20 180.00	31 815.45	157.66
19400000 FONDS DEDIES - SUBV. EXPL	51 995.45	20 180.00	31 815.45	157.66
TOTAL III	51 995.45	20 180.00	31 815.45	157.66
Provisions				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL IV				
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses	500.00	500.00		
16510001 CAUTIONS RECUES 7 RUE CIVADIERE	500.00	500.00		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 582.40	7 332.13	-1 749.73	-23.87
40100000 Fournisseurs	1 380.00		1 380.00	-
40810000 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	4 202.40	7 332.13	-3 129.73	-42.69
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	26 997.00	30 201.91	-3 204.91	-10.61
42100000 REMUNERATIONS DUES AU PERSONNEL	13.99	2 160.98	-2 146.99	-99.35
42101800 VIALARET PAULINE	0.09		0.09	

Bilan Passif	Solde		Variation	
	Au	Au	Montant	%
	31/12/2023	31/12/2022		
42820000 PROVISIONS CONGES PAYES	10 763.04	9 681.11	1 081.93	11.18
43100000 URSSAF	6 169.00	7 042.30	-873.30	-12.40
43710000 MALAKOFF MEDERIC HUMANIS	3 734.42	4 294.39	-559.97	-13.04
43820000 CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER	5 019.24	4 690.90	328.34	6.99
44210000 PAS	299.53	373.74	-74.21	-19.79
44860000 TAXE APPRENTISSAGE ET FORM CONTIN	997.69	1 958.49	-960.80	-49.03
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	214 407.00	179 473.00	34 934.00	19.46
48700000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	214 407.00	179 473.00	34 934.00	19.46
TOTAL V	247 486.40	217 507.04	29 979.36	13.78
Écarts de conversion passif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	335 987.64	249 858.58	86 129.06	34.47

Compte de résultat détaillé

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2023	31/12/2022	Montant	%
Produits d'exploitation				
Cotisations	4 150.00	2 250.00	1 900.00	84.44
75610000 COTISATION RÉFUGIÉS	4 150.00	2 250.00	1 900.00	84.44
Ventes de biens				
- dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services				
- dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	211 401.00	242 750.00	-31 349.00	-12.91
74100001 SUBVENTION DIAN	117 151.00	200 000.00	-82 849.00	-41.42
74100002 CONSEIL REGION- SUB DDESPP-OCCITAN		38 250.00	-38 250.00	-100.00
74100003 SUBVENTION DDETSPP 40	41 250.00	2 500.00	38 750.00	+1 000.00
74100004 DILCRAH-2022- COFI		2 000.00	-2 000.00	-100.00
74100005 SUBVENTION OCCITANIE	3 000.00		3 000.00	-
74100007 SUBV DDETSPP 40 POSTE MATHILDE	50 000.00		50 000.00	-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	8 463.02	2.00	8 461.02	+1 000.00
75411000 DONS MANUELS	8 463.02		8 463.02	-
75412000 DON EN NATURE DE BIENS		2.00	-2.00	-100.00
Mécénats	141 665.00	134 377.00	7 288.00	5.42
75420001 DONS FONDATION CARITAS	20 000.00	30 000.00	-10 000.00	-33.33
75420002 DONS FONDATION LUCQ	5 000.00	5 000.00		
75420003 DONS FONDATION SNCF	60 000.00	40 000.00	20 000.00	50.00
75420004 DONS FONDATION GRAINES DE FUTURES	769.00	5 000.00	-4 231.00	-84.62
75420005 DONS FONDATION GRDF	30 000.00	39 500.00	-9 500.00	-24.05
75420006 DONS FONDATION TALENTS SOLIDAIRES	6 000.00	9 000.00	-3 000.00	-33.33
75420007 DONS FONDATION EDF OCCITANIE	13 973.00	1 027.00	12 946.00	+1 000.00
75420008 FONDATION MEDICI		4 000.00	-4 000.00	-100.00
75420009 GRDF DONS EXCEPTIONNELS		850.00	-850.00	-100.00
75420010 DONS FONDATION CREDIT COOPERATIF	5 000.00		5 000.00	-
75420011 FONDATION POLLINISER L'ESPERANCE	923.00		923.00	-
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 900.12	29 931.54	6 968.58	23.28
78140000 UTILISATION FONDS DEDIES DES SUBV		3 896.00	-3 896.00	-100.00
79110000 REMBOURS TRAIN EMPLOYEUR ET REFUGIES	10 995.59	2 871.09	8 124.50	283.00
79111000 REMBOURS FRAIS DIVERS	1 315.81	359.73	956.08	265.56
79112000 REMBOURS LOYER 15 RUE	8 391.80	7 166.00	1 225.80	17.11
79112001 REMBOURS LOYER 7 RUE	5 210.00	9 900.00	-4 690.00	-47.37
79112002 REMBOURSEMENT RÉSIDENCE DES GRANDS LACS	4 720.20		4 720.20	-
79112003 LOYERS AIRBNB PIQUET LUCIE		2 070.00	-2 070.00	-100.00
79116400 REMBOURS CUI FATEMA	6 266.72	3 668.72	2 598.00	70.81
Utilisations des fonds dédiés	20 180.00		20 180.00	-
78900000 REPRISES SUR FONDS DÉDIÉS	20 180.00		20 180.00	-
Autres produits		5.69	-5.69	-100.00
75800000 PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANT		5.69	-5.69	-100.00
TOTAL I	422 759.14	409 316.23	13 442.91	3.28
Charges d'exploitation				

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2023	31/12/2022	Montant	%
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	128 285.03	135 003.09	-6 718.06	-4.98
60610000 EAU 15 RUE - SGC CASTRES VEOLIA	559.30	984.84	-425.54	-43.25
60610001 EAU 7 RUE -SGC CASTRES VEOLIA	787.84	422.19	365.65	86.73
60610002 EAU BUREAU MONTAUBAN	-30.00	54.78	-84.78	-154.55
60612000 DDFIP ES 15 RUE	1 761.03	2 125.41	-364.38	-17.13
60612001 DDFIP ESL 7 GRANDE RUE	3 421.54	1 249.09	2 172.45	173.98
60612002 ENGIE BUREAU MONTAUBAN	2 345.63	489.82	1 855.81	378.78
60614000 CARBURANT	2 941.77	7 565.81	-4 624.04	-61.12
60614001 CARBURANT- GRDF		324.31	-324.31	-100.00
60631000 SORTIES E T ACTIVITES AVEC REFUGIES	761.53	780.91	-19.38	-2.43
60632000 PETITS MATÉRIELS POUR LOGEMENTS	1 394.54	3 694.07	-2 299.53	-62.24
60632001 MAT LOGEMENT FONDS GRDF		134.50	-134.50	-100.00
60632002 PTT MAT LOGEMENT 7 RUE CIVADIÈRE-		4 453.10	-4 453.10	-100.00
60632003 PETITS MATÉRIELS POUR BUREAU MONTAUBAN	336.35	1 348.63	-1 012.28	-75.09
60632004 PTT MAT LOGEMENT MONTAUBAN-FON		1 492.89	-1 492.89	-100.00
60633000 PETITS MATERIELS DE FONCTIONNEMENT	1 899.91	4 177.31	-2 277.40	-54.51
60633001 PTT MAT FONCTION- GRAINES DE FUTU		569.99	-569.99	-100.00
60633002 ACHAT PTT MAT FONCTIONNEMENT M		1 159.51	-1 159.51	-100.00
60633003 PTT MAT FONCTION- FOND MEDICI		500.00	-500.00	-100.00
60633004 PATT MAT FONCTIONNEMENT MONTAUB		3 358.33	-3 358.33	-100.00
60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	130.78		130.78	-
60641000 MATÉRIELS BUREAUTIQUE	510.14	1 472.69	-962.55	-65.38
60641002 FRAIS BUREAUTIQUE MONTAUBAN		1 432.31	-1 432.31	-100.00
60641003 FRS BUREAUTIQUE- GRAINE DE FUTURE		471.24	-471.24	-100.00
60641004 FRS BUREAUTIQUE GRDF		295.46	-295.46	-100.00
60680000 EQUIPEMENT DES REFUGIES	976.82	783.76	193.06	24.62
60680001 EQUIPEMENT REFUGIES -GRDF		50.00	-50.00	-100.00
61120000 GOOGLE GSUITE PRO	1 372.80	1 276.30	96.50	7.60
61130000 SITE INTERNET	234.00	84.00	150.00	178.57
61300001 LOC 15 RUE PTT FAUBOURG GRAINES D		600.55	-600.55	-100.00
61310000 LOYER 15 RUE DU PETIT FAUBOURG	7 492.68	6 680.50	812.18	12.15
61310001 LOYER 7 GRANDE RUE CIVADIÈRE	13 089.00	14 000.00	-911.00	-6.51
61310002 LOYER BUREAU MONTAUBAN	9 000.00	4 209.00	4 791.00	113.83
61310003 LOYER AIRBNB PIQUET LUCIE		2 300.00	-2 300.00	-100.00
61310004 LOC BUR 7 RUE CIVADIÈRE LAVAUR- GR		1 600.00	-1 600.00	-100.00
61350000 LOCATIONS DE MATERIEL	266.00	497.09	-231.09	-46.48
61357000 LOCATIONS PORTAIL	244.80		244.80	-
61521000 ENT ET REP- 15 RUE PTT FAUBOURG -L		186.00	-186.00	-100.00
61521001 ENTRETIEN ET REPARATIONS MONTAU		241.20	-241.20	-100.00
61550000 ENTRETIEN ET REPARATION	3 284.03	4 476.53	-1 192.50	-26.65
61550001 REPARATION VEHICULE- GRAINES DE F		1 096.07	-1 096.07	-100.00
61550003 REPARATION VEHICULE- FOND GRDF		2 675.83	-2 675.83	-100.00
61610000 SMACL ASSURANCE	5 501.99	3 417.66	2 084.33	60.97
61610002 ASSURANCE MONTAUBAN- FOND LUCQ-		68.82	-68.82	-100.00
61620000 ASSURANCE DIVERS	95.40		95.40	-
62261000 HONORAIRES COMPTABLES	6 631.50	2 448.00	4 183.50	170.92
62261101 HONO HERAIL- GRAINES DE FUTURES		575.50	-575.50	-100.00
62261102 HONO HERAIL- FOND MEDICI		2 800.00	-2 800.00	-100.00
62262000 HONORAIRES E2RH	2 008.80	2 884.80	-876.00	-30.36
62263000 AUTRES HONORAIRES	10 536.90		10 536.90	-
62264000 PRESTATION SOCIOLOGUE		1 080.00	-1 080.00	-100.00
62266000 PRESTATION OUTILS COMMUNICATION	2 750.00	2 100.00	650.00	30.95
62267000 PRESTATION COMMISSAIRE AUX COMPTES	4 322.40	3 960.00	362.40	9.14
62330000 FOIRE ET EXPOSITION	3 893.01		3 893.01	-
62340000 CADEAUX A LA CLIENTELE	71.63	205.52	-133.89	-65.05

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2023	31/12/2022	Montant	%
62360000 IMPRIMÉS ET CATALOGUES PUBLICITAIRES	904.58		904.58	-
62381000 DONS ET ASSISTANCE AUX REFUGIES	4 013.88	2 149.94	1 863.94	86.70
62500000 DÉPLACEMENTS, MISSIONS ET RÉCEPTIONS	537.39		537.39	-
62511000 BILLETS DE TRAIN		15 767.96	-15 767.96	-100.00
62511001 TRAIN- GRAINES DE FUTURES		109.90	-109.90	-100.00
62511002 TRAIN- FRS GRDF		36.80	-36.80	-100.00
62511003 TRAIN POUR ÉQUIPE	6 064.20		6 064.20	-
62511004 TRAIN POUR RÉFUGIÉS	12 358.49		12 358.49	-
62512000 TAXI BUS UBER	188.35	1 485.74	-1 297.39	-87.35
62513000 PÉAGE AUTOROUTE	841.55	1 499.17	-657.62	-43.83
62513001 FRS PEAGE- GRDF		8.90	-8.90	-100.00
62514000 FRAIS DE PARKING		20.90	-20.90	-100.00
62560000 EQUIPE HOTEL AIRBNB	3 359.28	5 076.02	-1 716.74	-33.83
62560001 FRS HOTEL - FONDS GRDF		475.74	-475.74	-100.00
62561000 REFUGIE HOTEL AIRBNB	163.50	956.08	-792.58	-82.85
62561002 LOCATION RÉSIDENCE DES GRANDS LACS	5 688.82		5 688.82	-
62570000 REPAS EN DEPLACEMENT	2 550.07	5 354.50	-2 804.43	-52.38
62570001 FRS RESTAURANT - FDS GRDF		729.31	-729.31	-100.00
62610000 FRAIS POSTAUX	259.83	297.51	-37.68	-12.75
62610001 LA POSTE - GRDF		55.00	-55.00	-100.00
62610002 TELEPHONE BUREAU MONTAUBAN	936.54	353.09	583.45	165.44
62651000 TELEPHONE SALAIRES	1 321.08	1 077.29	243.79	22.66
62651001 TELEPHONE - FDS GRDF		230.83	-230.83	-100.00
62751000 FACTURE BANQUE CRÉDIT AGRICOLE	325.35	192.00	133.35	69.27
62780000 FRAIS TICKETS RESTAURANTS		21.31	-21.31	-100.00
62780001 FRS TICKETS RESTAURANTS-GRDF		93.78	-93.78	-100.00
62810000 CONCOURS DIVERS / DIVERTISSEMENT		157.00	-157.00	-100.00
62820000 SOUS TRAITANCE SERVICE ADMINISTRATIF INFORMATIQUE	180.00		180.00	-
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	666.90	5 507.40	-4 840.50	-87.89
63120000 TAXE D'APPRENTISSAGE	-894.53	1 221.84	-2 116.37	-173.24
63330000 FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	1 561.43	3 269.10	-1 707.67	-52.25
63331000 FORMATION CONTINUE- FACTURES		235.42	-235.42	-100.00
63510000 IMPOTS ET TAXES DIVERS		781.04	-781.04	-100.00
Salaires et traitements	162 818.26	185 749.97	-22 931.71	-12.35
64110000 SALAIRES ET APPOINTEMENTS	156 781.51	181 343.14	-24 561.63	-13.54
64120000 CONGES PAYES	1 081.93	1 056.83	25.10	2.37
64140000 INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	4 954.82	3 350.00	1 604.82	47.91
Charges sociales	57 676.89	64 502.25	-6 825.36	-10.58
64510000 URSSAF	38 860.19	44 378.00	-5 517.81	-12.43
64520000 PREVOYANCE ET MUTUELLE	6 842.33	7 022.92	-180.59	-2.58
64521000 CHARGES SOC / CONGES	328.34	521.13	-192.79	-37.04
64530000 RETRAITES CADRES ET NON CADRES	9 302.03	10 678.20	-1 376.17	-12.89
64770000 TICKETS RESTAURANTS-PARTS PAT	1 480.00	1 154.40	325.60	28.25
64780000 CMIE MEDECINE DU TRAVAIL	864.00	747.60	116.40	15.51
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 083.61	5 925.74	1 157.87	19.54
68112000 DOTATIONS AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELL...	7 083.61	5 925.74	1 157.87	19.54
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	51 995.45	20 180.00	31 815.45	157.66
68940000 REPORTS EN FONDS DEDIES SUBVENTIO	51 995.45	20 180.00	31 815.45	157.66
Autres charges		4.15	-4.15	-100.00
65800000 CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE		4.15	-4.15	-100.00
TOTAL II	408 526.14	416 872.60	-8 346.46	-2.00
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	14 233.00	-7 556.37	21 789.37	-288.36

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2023	31/12/2022	Montant	%
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 728.25	890.84	837.41	93.94
76800000 AUTRES PRODUITS FINANCIERS	1 728.25	890.84	837.41	93.94
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL III	1 728.25	890.84	837.41	94.00
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL IV				
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 728.25	890.84	837.41	94.00
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	15 961.25	-6 665.53	22 626.78	-339.46
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		1 204.61	-1 204.61	-100.00
77200000 PRODUIT SUR EXERCICE ANTERIEUR		1 204.61	-1 204.61	-100.00
Sur opérations en capital		11 786.00	-11 786.00	-100.00
77520000 PRODUITS DES CESSIONS CORPORELLES CEDEES		11 786.00	-11 786.00	-100.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 900.00		8 900.00	-
79700000 TRANSFERTS DE CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 900.00		8 900.00	-
TOTAL V	8 900.00	12 990.61	-4 090.61	-31.49
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	527.00	224.00	303.00	135.27
67120000 AMENDES ET PENALITES	527.00	224.00	303.00	135.27
Sur opérations en capital		4 995.59	-4 995.59	-100.00
67500000 VAL.COMPTABLES EL. ACTIF CEDES		4 995.59	-4 995.59	-100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
TOTAL VI	527.00	5 219.59	-4 692.59	-89.90
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 373.00	7 771.02	601.98	7.75
Participation des salariés VII				
Impôts sur les bénéfices VIII				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	433 387.39	423 197.68	10 189.71	2.41
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	409 053.14	422 092.19	-13 039.05	-3.09
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	24 334.25	1 105.49	23 228.76	2 101.22

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 335 988 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 24 334 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------|
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Autres | 4 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 51 995€

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 453 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 11.52 €/heure correspond à un montant de 5 218 euros. (à détailler selon les besoins)

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite d'un local pour 1 200 euros.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport	26 991		
- De bureau et informatique, mobilier	819		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	27 810		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	3 950		942
TOTAL	3 950		942
TOTAL GÉNÉRAL	31 760		942

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencements et aménagements const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers				
Matériel : - De transport	1		26 990	
- De bureau et informatique, mobilier			819	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL	1		27 809	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			4 892	
TOTAL			4 892	
TOTAL GÉNÉRAL	1		32 701	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	8 757	6 810	1	15 567
Matériel de bureau et informatique, mobilier	264	273		537
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	9 021	7 084	1	16 104
TOTAL GÉNÉRAL	9 021	7 084	1	16 104

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 892		4 892
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	126	126	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	23 568	23 568	
Charges constatées d'avance	3 301	3 301	
TOTAL	31 888	26 996	4 892

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	500	500		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 582	5 582		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	10 777	10 777		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 923	14 923		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 297	1 297		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	214 407	214 407		
TOTAL	247 486	247 486		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 202	7 332
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	16 780	16 331
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	20 982	23 663

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		2 511
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	23 380	63 348
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	23 380	65 859

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	214 407	179 473
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		214 407	179 473

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	3 301	
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		3 301	

Détail des produits constatés d'avance :

	Période	montants
Produits constatés d'avances		214 407,00 €
PCA SNCF	01-01-2024 A 31-12-2024	20 000,00 €
PCA SUBV DDETSPP 40	15-07-2023 A 15-07-2024	16 250,00 €
PCA DONS GRAINES DE FUTURES	01-12-2023 A 31-12-2024	9 231,00 €
PCA DONS FONDATION POLLINISER L ESPERANCE	01-12-2023 A 31-12-2024	11 077,00 €
PCA SUBV BAUDOUX 2024	01-01-2024 A 31-12-2024	10 000,00 €
DIAN2	CF CONVENTION	147 849,00 €

Compte de résultat par origine et destination

Produits et charges par origine et destination	31/12/2023		31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie	4 150			
Dons, legs et mécénats				
Dons manuels	8 463			
Legs, donations et assurance-vie				
Mécénats	141 665			
Autres produits liés à la générosité du public				
TOTAL I	154 278			
Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie				
Autres produits non liés à la générosité du public	1 728			
TOTAL II	1 728			
Subventions et autres concours publics III	359 250			
Reprises sur provisions et dépréciations IV	65 980			
Utilisations des fonds dédiés antérieurs V				
TOTAL (I à V)	581 236			
Charges par destinations				
Missions sociales				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme	322 089			
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme				
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
TOTAL I	322 089			
Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public				
Frais de recherche d'autres ressources				
TOTAL II				
Frais de fonctionnement III	27 885			
Dotations aux provisions et dépréciations IV	7 084			
Impôt sur les bénéfices V				
Report en fonds dédiés de l'exercice VI	199 844			
TOTAL (I à VI)	556 903			
EXCÉDENT OU DÉFICIT	24 334			

Compte de résultat par origine et destination (Suite)

Contributions volontaires en nature	31/12/2023		31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origines				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat	5 218			
Prestations en nature				
Dons en nature	1 200			
TOTAL I	6 418			
Contributions volontaires non liées à la générosité du public II				
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL III				
TOTAL (I + II + III)	6 418			
Charges par destinations				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	6 418			
Réalisées à l'étranger				
TOTAL I	6 418			
Contributions volontaires à la recherche de fonds II				
Contributions volontaires au fonctionnement III				
TOTAL (I + II + III)	6 418			

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
DDESTPP OCCITANIE	3 165		3 165				
DILCRAH	2 000		2 000				
CARITAS-COFI DIAN	5 562		5 562				
SNCF-COFI DIAN	9 453		9 453				
TOTAL	20 180	51 995	20 180			51 995	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	20 180	51 995	20 180			51 995	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
DDESTPP402		50 000				50 000	
FCARITAS1		1 995				1 995	
TOTAL	20 180	51 995	20 180			51 995	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	20 180	51 995	20 180			51 995	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.432.22

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
- dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
- dont générosité du public					
Écarts de réévaluation					
Réserves	9 255		9 255		9 255
- dont générosité du public					
Report à nouveau	1 811		2 916		2 916
- dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	1 105				24 334
- dont générosité du public					
Situation nette	12 172		12 172		24 343
- dont générosité du public					
Dotations consommables					
- dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	12 172		12 172		24 343
- dont générosité du public					



pduriez artois audit

TERRE 2 CULTURES
Association loi 1901

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels de l'exercice
clos le 31 décembre 2023



Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **TERRE 2 CULTURES**, relatifs à l'exercice clos le **31/12/2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport**, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la partie libre de l'annexe des comptes annuels concernant les incidences de la crise du COVID-19

DP CO



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes assurés notamment de la correcte évaluation des immobilisations ainsi que des subventions.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés votre Bureau.

DP CD



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

DP

CD



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Arras,
Le 01 Février 2024
Pour la SAS DURIEZ ARTOIS AUDIT
M. Pierre DURIEZ
Commissaire aux comptes



Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Droits temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	27 309	16 104	11 205	15 739
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 592		4 592	3 950
TOTAL I	32 901	16 104	16 595	22 739
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Droits et encaissements				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				2 511
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	23 694		23 694	61 635
Valeurs mobilières de placement	50 000		50 000	
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	242 394		242 394	160 974
Charges constatées d'avance	3 301		3 301	
TOTAL III	319 390		319 390	227 119
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	352 291	16 104	335 985	249 859

Op

CD

Annexe 1
Bilan

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour amortissement	9 255	9 255
Autres réserves		
Report à nouveau	2 916	1 611
Excédent ou déficit de l'exercice	24 334	1 105
Situation nette	36 506	12 172
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL II	36 506	12 172
Comptes de liaison	III	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	51 995	20 150
TOTAL III	51 995	20 150
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	500	500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 532	7 332
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	16 987	30 202
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	214 407	179 473
TOTAL V	247 486	217 507
Ecart de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	335 989	249 859

OP

CD

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	4 159	2 250
Ventes de biens et services		
- Ventes de biens		
- dont ventes de biens en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financiers		
Concours publics et subventions d'exploitation	211 401	242 750
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
- Don mandats	3 463	2
- Mécénats	141 655	134 377
- Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 900	38 932
Utilisations des fonds dédiés	20 130	
Autres produits		6
TOTAL I	422 739	408 316
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	135 385	135 003
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	667	3 507
Salaires et traitements	162 318	155 750
Charges sociales	57 677	64 502
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 054	9 926
Dotations aux provisions		
Report en fonds dédiés	31 945	20 130
Autres charges		4
TOTAL II	405 936	416 673
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	14 233	-7 556
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 728	391
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 728	391
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III + IV)	1 728	391
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III + IV)	15 961	-6 666

DP

CP

Compte de résultat

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		1 205
Sur opérations en capital		11 786
Reprises sur provisions, débet émis et transferts de charges	8 900	
TOTAL V	8 900	12 991
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	527	224
Sur opérations en capital		4 985
Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	527	5 209
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 373	7 781
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	433 387	423 193
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	409 053	422 092
EXCÉDENT OU DÉFICIT	24 334	1 101

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

DP

CD

Regles et methodes de comptabilite

Annexe au bilan et au compte de resultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 835 925 Euros et au compte de resultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 24 834 Euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------|
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Autres | 4 ans, |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 51 995€

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 453 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 11,52 €/heure correspond à un montant de 5 213 euros. (à détailler selon les besoins)

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite d'un local pour 1 200 euros

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Annexe 1
Comptes de l'exercice 2017
Comptes de l'exercice 2017

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Régularisation de l'exercice	Acquisitions gratuites virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires à l'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains Constructions - Cours de justice - Généralistes, agencements et aménagements constructions Installations - Techniques, matériel et outillage - Généralistes, agencements et aménagements divers Matériel - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages recyclables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	26 990 519		
TOTAL	27 510		
Participations évaluées par mise en équivalence - Participations Autres : - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	3 950		542
TOTAL	3 950		542
TOTAL GÉNÉRAL	31 460		942

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Régali légale ou avis par mise en équival vs. d'origine des immos en fin d'ex.
	Virement	Cession		
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires à l'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains Constructions - Cours de justice - Cours de justice - Généralistes, agencements et aménagements const Installations - Techniques, matériel et outillage - Généralistes, agencements et aménagements divers Matériel - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages recyclables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés		1	26 990 519	
TOTAL		1	27 509	
Participations évaluées par mise en équivalence - Participations Autres : - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			3 950	4 392
TOTAL			3 950	4 392
TOTAL GÉNÉRAL		1	31 459	4 392

Op

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immeubles non amortissables							
TOTAL							
Terrains							
Constructions							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				3 137	5510	1	13 767
Matériel de bureau, et informatique, mobilier				264	273		537
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				9 021	7 084	1	16 104
TOTAL GÉNÉRAL				9 021	7 084	1	16 104

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et d.d.p.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immeubles incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. g. et agenc. et aménag. des construct.							
Inst. techn. mat. et outill. indus.							
Inst. g. et agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices			Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à établir						
Primes de remboursement des obligations						

NP

CD

Tableau 1

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 592		4 592
De l'actif circulant			
Clients et usagers auteurs ou ingeurs			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçus sur legs ou donations			
Personne et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	126	126	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	23 565	23 565	
Charges constatées d'avance	3 301	3 301	
TOTAL	31 898	26 996	4 892

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses	500	500		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 552	5 552		
Dettes des legs ou donations				
Personne et comptes rattachés	10 777	10 777		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 923	14 923		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 297	1 297		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	214 407	214 407		
TOTAL	247 486	247 486		

DP

CA

Tableau des charges et des produits

Charges à payer inclues dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières à verser		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 102	7 332
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	16 750	16 331
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	20 852	23 663

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		3 511
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	23 350	63 346
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	23 350	65 359

DP

CP

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits	- Dévotion	214 407	179 473
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		214 407	179 473

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges	- Dévotion	3 301	
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		3 301	

Détail des produits constatés d'avance :

	Période	montants
Produits constatés d'avances		214 407,00 €
PCA SNCF	01-01-2024 A 31-12-2024	20 000,00 €
PCA SUBV DDETSPP 40	15-07-2023 A 15-07-2024	16 250,00 €
PCA DONS GRAINES DE FUTURES	01-12-2023 A 31-12-2024	9 231,00 €
PCA DONS FONDATION POLLINISER L'ESPERANCE	01-12-2023 A 31-12-2024	11 077,00 €
PCA SUBV BAUDOUX 2024	01-01-2024 A 31-12-2024	10 000,00 €
DLANC	CF CONVENTION	147 849,00 €

DP

CD

Annexe 1
Compte de résultat
Produits et charges par origine et destination

Produits et charges par origine et destination	31/12/2023		31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Produits liés à la générosité du public				
Cessions sans contrepartie	4 150			
Dons, legs et mécénats				
Dons manuels	5 463			
Legs, donations et assurances vie				
Mécénats	141 665			
Autres produits liés à la générosité du public				
TOTAL I	151 278			
Produits non liés à la générosité du public				
Cessions avec contrepartie				
Partage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie				
Autres produits non liés à la générosité du public	1 723			
TOTAL II	1 723			
Subventions et autres concours publics	III	359 250		
Pertises sur provisions et dépréciations	IV	65 980		
Utilisations des fonds dédiés antérieurs	V			
TOTAL (I à V)	581 236			
Charges par destinations				
Missions sociales				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme	322 009			
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme				
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
TOTAL I	322 009			
Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public				
Frais de recherche d'autres ressources				
TOTAL II				
Frais de fonctionnement	III	27 885		
Dotations aux provisions et dépréciations	IV	7 094		
Moins sur les bénéfices	V			
Report en fonds dédiés de l'exercice	VI	199 844		
TOTAL (I à VI)	556 903			
EXCÉDENT OU DÉFICIT	24 334			

DP

CD

Tableau 1 : Contributions volontaires en nature

Contributions volontaires en nature	31/12/2023		31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origines				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat	5 213			
Prestations en nature				
Dons en nature	1 200			
TOTAL I	6 413			
Contributions volontaires non liées à la générosité du public	II			
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL II				
TOTAL (I + II = III)	6 413			
Charges par destinations				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	6 413			
Réalisées à l'étranger				
TOTAL I	6 413			
Contributions volontaires à la recherche de fonds	IV			
Contributions volontaires au fonctionnement	IV			
TOTAL (I + IV = V)	6 413			

DP

CA

7. Montants à la clôture

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
DDESTP OCCITANIE	3 165		3 165				
DICORAH	2 000		2 000				
CARTAS-COFIDIA	5 561		5 561				
SINCECOR-DIA	9 453		9 453				
TOTAL	20 180	51 995	20 180			51 995	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	20 180	51 995	20 180			51 995	

(1) Transferts : à l'émission, mettre le montant en négatif ; à réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report + Utilisations + Transferts

8. Montants à la clôture

	Au début de l'exercice	Augment	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

DP

CB

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
DEESTPP102		50 000				50 000	
FCAR-TA51		1 995				1 995	
TOTAL	20 180	51 995	20 180			51 995	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	20 180	51 995	20 180			51 995	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif ; si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report + Utilisations - Transferts

Montants des opérations d'investissement

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

DP

CD

Bilan des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
- dont péréquité au public					
Fonds propres avec droit de reprise					
- dont péréquité au public					
Écarts de réévaluation					
Reserves	9 255		9 255		9 255
- dont péréquité au public					
Report à nouveau	2 926		2 926		2 926
- dont péréquité au public					
Excédent ou déficit de l'exercice	1 165				11 334
- dont péréquité au public					
Situation nette	12 172		12 172		24 343
- dont péréquité au public					
Dotations consommables					
- dont péréquité au public					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	12 172		12 172		24 343
- dont péréquité au public					

DP

CD